

JANVIER 1997

LE COURRIER DE L'UNESCO



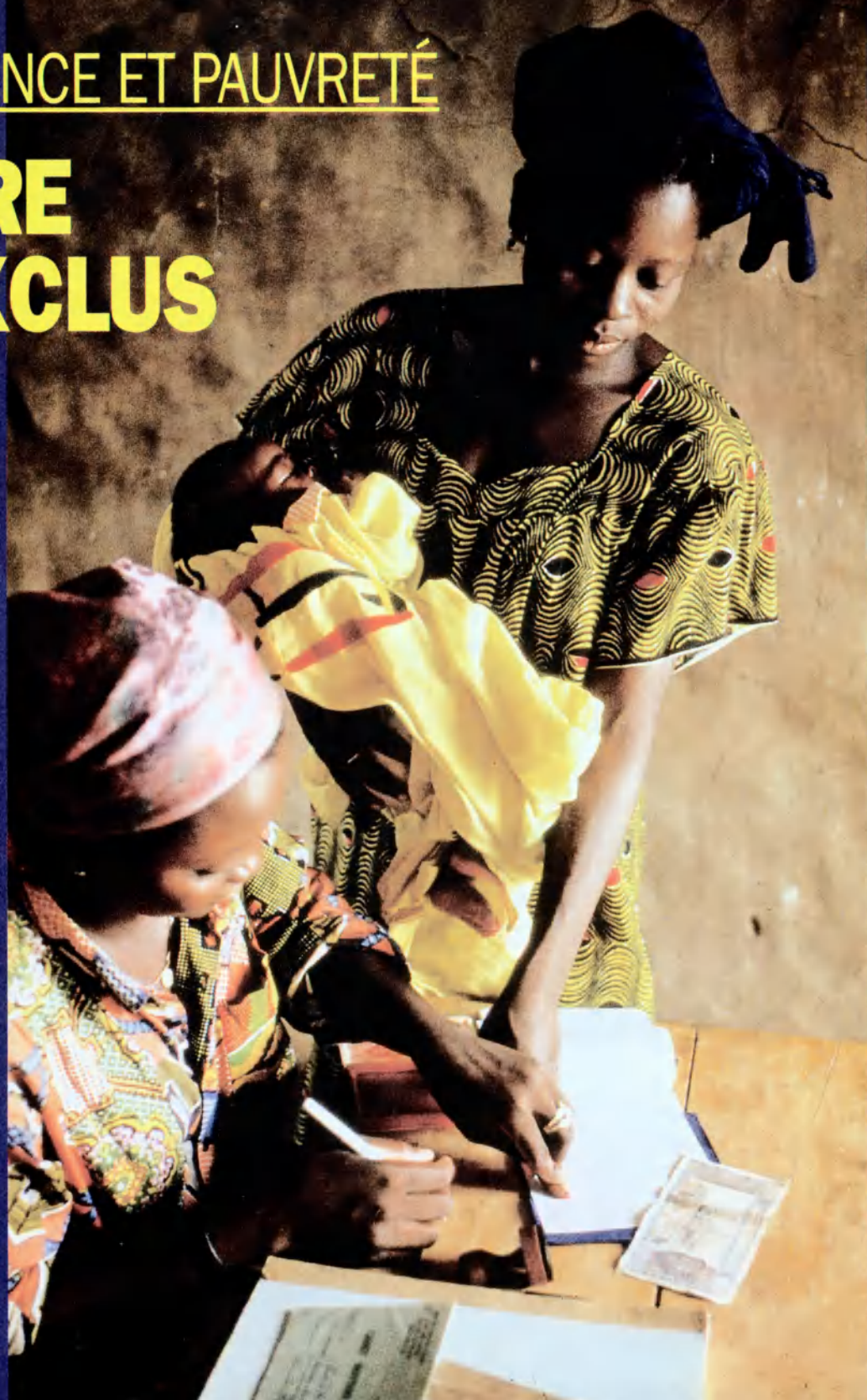
MICROFINANCE ET PAUVRETÉ

**INCLURE
LES EXCLUS**

L'INVITÉ DU MOIS:
**JOHAN
GALTUNG**

PATRIMOINE:
**COLONIA DEL
SACRAMENTO
(URUGUAY)**

ENVIRONNEMENT:
**DES PLANTES
ET DES
HOMMES**



M 1205 - 9701 - 22,00 F



BELGIQUE: 160 FB. CANADA: 5,75 \$. CÔTE D'IVOIRE: 1540 CFA. CAMEROUN: 1760 CFA. GABON: 1760 CFA. MAROC: 35 DH. LUXEMBOURG: 158 FLUX. SUISSE: 6,90 FS. PORTUGAL (CONT.): 700 ESC.

C O N F L U E N C E S

AMIS LECTEURS

Bravo! Depuis la naissance de notre rubrique «Confluences», en juillet 1989, vous l'avez enrichie avec invention et talent, confirmant largement l'étendue et la fertilité de ce *métissage créateur* dont cette rubrique, qui s'adresse à toutes et à tous, sans distinction, se veut le véhicule.

Rappelez-vous notre demande: «Envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.»

Alors, bonne chance et heureuse "confluence", amis lecteurs!

LA RÉDACTION



MICROFINANCE ET PAUVRETÉ

INCLURE
LES EXCLUS

L'INVITÉ DU MOIS

Johan Galtung.

L'un des fondateurs des études modernes sur la paix éclaire la problématique des conflits (p. 4).

Colonia del Sacramento (Uruguay). *Une ancienne place forte de l'estuaire du Río de la Plata au riche passé architectural (p. 46).*



Au fil des mois par Bahgat Elnadi et Adel Rifaat **8**

Un exemple à suivre par Sayeeda Rahman **10**

Une arme contre la pauvreté par José Garson **12**

Trois règles d'or par María Otero **16**

Mais le crédit ne suffit pas... par Robert Peck Christen **18**

Bangladesh: les pionniers par Muhammad Yunus **20**

Indonésie: un vaste réseau par Marguerite S. Robinson **24**

Amérique latine: radiographie d'une réussite par María Otero **28**

Entreprendre en Afrique par Kimanathi Mutua **30**

La solidarité commence au village par Rupert Scofield **32**

Trois exemples de microcrédit en Europe par Maria Nowak **36**

Dossier **39**

Consultante: Sayeeda Rahman

La chronique de Federico Mayor **40**

ESPACE VERT **42**

Des plantes et des hommes par France Bequette

PATRIMOINE **46**

Colonia del Sacramento redécouvre son passé par Edouard Bailby

NOTES DE MUSIQUE

Isabelle Leymarie s'entretient avec David Sanchez **48**

NOS AUTEURS

50

Notre couverture: Transaction dans une banque d'épargne et de prêt, gérée par et pour des femmes, au Burkina Faso. © M. Dorigny/UNFPA/REA, Paris

Johan Galtung

Éducation pour la paix
n'est valable que si elle
débouche sur l'action

Le professeur norvégien Johan Galtung est l'un des fondateurs des études modernes sur la paix. Il a créé en 1959 l'Institut international de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO) et le *Journal de recherche sur la paix* en 1964. Auteur de plus de 70 ouvrages, il a publié récemment *Peace by Peaceful Means: Peace and Conflict, Development and Civilization* (La paix par des moyens pacifiques, Paix et conflit, développement et civilisation, PRIO, 1996). Penseur autant qu'acteur de la paix, Johan Galtung précise pour le *Courrier* les grandes lignes de sa démarche.

Propos recueillis par Natascha Batić

■ C'est quoi, au fond, l'éducation pour la paix?

Johan Galtung: C'est d'abord apprendre aux gens à gérer de façon plus créative, et moins violente, les situations de conflit et leur en donner les moyens. C'est ainsi que je conçois l'éducation pour la paix, comme un travail très concret, qui exige beaucoup de savoir et de compétence dans la théorie comme dans la pratique. Disons que c'est une science humaine appliquée, au sens où la médecine est une application de l'anatomie, de la physiologie et de la pathologie. L'éducation pour la paix n'est valable que si elle débouche sur l'action. Le but n'est pas de produire plus de livres, mais plus de paix.

■ Sous quelle forme se présente cet enseignement?

J.G.: Pour comprendre la paix et la violence, il faut partir des besoins fondamentaux de l'humanité: survie, bien-être, liberté et identité. Le développement s'efforce de répondre à ces aspirations, alors que la violence les nie ou les bafoue; la paix les préserve.

Selon moi, il existe trois types de violence — et donc trois types de paix: direct, structurel et culturel. La violence directe bafoue les aspirations humaines par une intention délibérée de blesser et de faire mal. La violence structurelle est symbolique et fait la même chose en plus insidieux. Quant à la violence culturelle, elle fait référence aux aspects de nos cultures que l'on invoque pour légitimer la violence directe ou structurelle.

On enseigne ces trois notions dialectiquement, avec leurs contraires: paix directe, paix structurelle, paix culturelle. Les aspects contradictoires de la violence et de la paix sont, en effet, indissociables. Tout conflit participe d'une dualité. C'est le principe du yin et du yang: création, destruction. A la racine de chaque conflit,



© Lenzenwenger, Schlaining, Autriche

on trouve ainsi une ou plusieurs contradictions ou incompatibilités. Utilisées de façon créatrice, elles peuvent devenir un puissant moteur du développement humain sur le plan social et moral. Gandhi est un précieux exemple, à la fois créateur et non violent, de gestion théorique et pratique de ces deux aspects d'un conflit.

■ A quelle date l'éducation pour la paix a-t-elle fait son entrée à l'université?

J.G.: Vers la fin des années 60 et le début des années 70. Aujourd'hui, le sujet est enseigné dans au moins 500 universités et établissements d'enseignement supérieur de par le monde, mais sous une forme essentiellement théorique et livresque.

Je citerai deux centres d'études importants. L'un est le Centre universitaire européen d'études sur la paix, et, en particulier, le cours de maintien de la paix civile du Centre autrichien d'études sur la paix et la résolution des conflits de Schlaining, au sud de Vienne (qui a obtenu en 1995 le prix UNESCO d'éducation pour la paix). L'autre est l'Institut d'analyse et de résolution des conflits de l'Université George Mason de Fairfax, en Virginie (Etats-Unis). Dans les deux cas, l'enseignement se veut à la fois théorique et pratique. Mais de nouveaux établissements se créent

peu à peu. Il en faudrait au moins un millier, capables de former au moins 10 000 diplômés par an.

■ Quelles méthodes employez-vous?

J.G.: Nos méthodes sont un peu celles des médecins. Il faut associer la théorie à l'étude de cas et aux travaux pratiques, mais les étudiants ne devraient se lancer sur le terrain que s'ils sont fin prêts. Ceux qui s'y essaient prématurément par dilettantisme ou amateurisme font souvent plus de mal que de bien. Et d'autres ne sortiront jamais de la bibliothèque de l'université; leurs recherches n'en sont pas moins nécessaires.

On ne saurait trop insister sur le fait que les études sur la paix doivent être orientées vers l'action et viser à éduquer, à émanciper les gens ordinaires des sociétés civiles.

■ Que pensez-vous de l'idée selon laquelle il ne s'agit pas d'éviter ou de supprimer toutes formes de conflit, mais d'intervenir positivement face à la violence et à la destruction?

J.G.: C'est une lapalissade. C'est comme si je disais: «Il n'est pas obligatoire de supprimer ou d'éviter les intempéries, mais quand le temps se gâte il vaut mieux se mettre à l'abri.» Je songe ici à tous les politiciens et diplomates qui disent «conflit» quand ils pensent «violence» et disent «paix» quand ils pensent «cessez-le-feu». Ces à-peu-près amènent souvent à ignorer les conflits jusqu'à ce que la violence éclate et à ne voir alors que le côté négatif, destructeur, des choses. On oublie aussi trop souvent que la situation est généralement pire après un cessez-le-feu qu'avant, en raison des séquelles invisibles de la violence, notamment sur le tissu social et la culture.

■ Quelle différence y a-t-il entre le fait d'«intervenir positivement» et celui du maintien ou de la construction de la paix?

J.G.: Il faut préciser d'abord ce qu'on entend par «intervenir positivement». Il s'agit de faire en sorte que les intéressés eux-mêmes soient aptes, et habilités, à intervenir — plutôt que de voir une intervention opérée de l'extérieur sous la direction de bureaucrates. Une intervention positive doit être créatrice, non violente et en osmose avec la population. Nous devrions tous savoir comment intervenir.

■ Que pensez-vous des opérations de maintien de la paix?

J.G.: Ce sont des approches nécessaires, mais ce ne sont pas les seules. C'est au fond la dernière extrémité, comme quand le chirurgien décide d'amputer. C'est tout de même une forme de violence, et selon mon expérience, la violence engendre toujours la violence, quoi qu'en pensent le Conseil de Sécurité et les «démocraties avancées».



Johan Galtung

© Lenzmewiger, Schläpfer, Aürliche

■ Il s'agit, dit-on, d'utiliser les conflits d'une manière qui soit, non pas destructrice mais créatrice — pour «encourager les changements sociaux indispensables». Le changement social est-il inhérent à l'expérience humaine?

J.G.: Selon moi, le taoïsme a déjà répondu par l'affirmative à votre question. Parce que la contradiction est l'essence même de la vie, les conflits sont omniprésents. Face à l'énorme complexité des besoins et des aspirations des individus, la société propose des solutions forcément simplifiées, dictées par un contexte contraignant, et, donc, inadaptées à cette foisonnante diversité. Certains besoins et aspirations seront forcément refoulés; de ces frustrations naîtront des contradictions qui se traduiront, un jour, dans les attitudes et les comportements qui seront, à leur tour, source de conflits sociaux. Le changement social est nécessaire pour résoudre certains problèmes; par la même occasion, il en suscite d'autres. Et ainsi de suite. C'est ce processus qu'on appelle l'histoire.

■ Quand le changement social s'impose-t-il?

J.G.: Quand les conditions fondamentales de l'existence humaine, de la vie en général, sont bafouées ou menacées, et que cela s'inscrit dans un processus structurel et culturel (par opposition aux caprices d'un dirigeant ou d'un groupe dominant). Les régimes démocratiques maîtrisent mieux que les autres les changements. C'est pourquoi nous avons besoin des droits de l'homme, de toute la panoplie de la charte internationale des droits de l'homme, notamment pour protéger les minorités. Mais jusqu'alors, et c'est là le problème, nous n'avons entendu que la voix de l'Occident; nous avons aussi besoin de l'apport d'autres civilisations.

■ Avez-vous une théorie du changement social?

J.G.: Jamais je ne serai l'esclave d'une seule théorie. Je suis plutôt un éclectique. Les études de la paix vous amènent souvent à emprunter une grande diversité de voies et de chemins. *Ars longa, vita brevis*. Disons que je dispose d'un arsenal théorique relativement complexe et que je suis prêt à utiliser, sans aucun *a priori*, toutes celles qui me paraissent nécessaires à chaque situation.

A la fin des années 50 et au début des années 60, j'ai étudié divers systèmes sociaux pour localiser les sources de changement social et j'ai montré comment certains systèmes fondés sur des statuts sociaux hiérarchisés débouchent sur des structures extrêmement rigides, impérialistes.

Depuis je travaille sur diverses formes de violence, visible et invisible, et leur contrepartie dans le registre de la paix, ainsi que sur la théorie et la pratique de la réconciliation. Et aussi sur les racines culturelles des diverses civilisations,

ou cosmologies sociales, comme je les appelle, pour essayer de voir leurs répercussions sur le cours de l'histoire, particulièrement au plan de la paix, du conflit et du développement, et du point de vue de ce phénomène si courant aujourd'hui: la destruction du tissu social ainsi que des valeurs et des normes. Je m'intéresse aussi aux cosmologies pathologiques et à leur traitement possible, à l'inconscient collectif des nations et à la dualité (agressivité-affectivité, transcendance-immanence) des croyances religieuses et autres manifestations culturelles.

En philosophie, j'ai également réfléchi sur la place de la pensée apodictique — fondée sur des évidences de droit — en Occident et à ses incidences sur l'utopisme et le fondamentalisme, ainsi qu'à son expression dans l'idéologie occidentale actuellement dominante: un libéralisme économique fondé sur une recherche égoïste du profit. En science politique, je m'intéresse aux origines féodales du système étatique et à ses évidentes pathologies. En économie, je m'intéresse surtout aux externalités et à la possibilité de les internaliser équitablement, tant au niveau national qu'international, selon les dernières théories des échanges. Mais je suis aussi un futuriste et je m'intéresse aux systèmes qui proposent une société, un monde meilleurs et moins violents. Tout cela constitue, ou pourrait constituer, autant de théories de la paix et du changement social.

J'ajoute qu'en tant que polémologue et combattant de la paix, j'ai été directement confronté au problème fascinant qui consiste à mettre la théorie en pratique: j'ai été personnellement impliqué dans vingt-cinq situations de conflit à ce jour. Et ce n'est pas fini...

■ Le changement social peut-il s'imposer de lui-même, par un mouvement naturel, spontané, ou doit-il être imposé par la force?

J.G.: Il est tantôt naturel et spontané, tantôt tout à fait délibéré. Violent ou non violent selon les cas. Je crois qu'il peut délibérément s'efforcer de réduire la souffrance (*dukkha*) pour atteindre au bonheur ou à l'illumination (*sukha*) comme disent les bouddhistes, en sachant que cela ne vient pas tout seul, mais qu'aller dans ce sens, c'est déjà une forme de *sukha*.

■ Sommes-nous condamnés à vivre en perpétuel état de crise?

J.G.: Non. Nous affrontons des problèmes, pas des crises. Ne soyons pas apocalyptiques. A mesure qu'on résout les problèmes, ou qu'on dénoue les crises, d'autres problèmes surviennent, selon une logique ascensionnelle — il faut en tout cas l'espérer, mais je n'en suis pas certain.

■ Apprendrons-nous un jour à renoncer à l'ancien pour accepter paisiblement le nouveau?

J.G.: Je ne pense pas que ce soit nécessaire. L'opposition n'est pas entre ancien et nouveau, mais entre *dukkha* et *sukha* — souffrance et bonheur. Les moines coupés du monde en savent souvent plus sur ce point que bien des riches possédants. Mais je ne pense pas pour autant que leur vision ait une valeur universelle. Je crois fermement au pluralisme, pas seulement d'idées, mais aussi de systèmes sociaux, dès lors qu'ils sont non violents. L'essentiel, c'est de ne rien faire qu'on ne puisse défaire. Toute action doit être réversible. Nous avons droit à l'erreur, mais se tromper en agissant de façon irréversible, c'est léguer de la violence à nos successeurs. Pour moi le critère de réversibilité est beaucoup plus fiable que celui d'universalité et c'est un des arguments de la non-violence: on ne peut pas redonner vie à ce qui est mort.

■ **Quand il y a rupture des rôles et des relations traditionnels, la culture peut-elle nous aider à y voir plus clair?**

J.G.: Cela se produit tout le temps, avec pour résultat ce que Durkheim appelle l'anomie: l'absence de valeurs et de normes contraignantes. Les gens cherchent alors d'autres certitudes, anciennes ou nouvelles. Beaucoup les trouvent dans ces communautés que l'on qualifie parfois hâtivement de sectes et qu'on s'efforce de discréditer en les qualifiant de «fondamentalistes». Mais je crois que cela va se produire de plus en plus souvent, tant que nous persisterons à détruire, au nom de la mondialisation, non seulement les cultures, mais les liens sociaux traditionnels, pour créer une société de monades creuses, ce que j'appelle l'«atomie».

■ **Et le rôle des organisations internationales dans tout cela?**

J.G.: Les organisations non gouvernementales (ONG) ont une plus grande marge de manœuvre que les organisations intergouvernementales, à cause de ce que j'ai appelé les pathologies du système étatique — et notamment de la conduite narcissique et paranoïde de certaines «grandes puissances». Je crois que les Nations Unies ont eu une idée de génie en créant un forum des ONG pour leur permettre de s'exprimer à l'occasion des grandes conférences internationales. C'est là notre agora, la plate-forme de la société civile. Les ONG vont devoir s'attaquer aux conséquences dévastatrices des prétendus marchés libres, avec le phénomène désormais mondial de la flexibilité du travail. Ce système est en train de créer massivement du chômage et de la misère à une échelle inconcevable jusqu'ici, en s'efforçant de supprimer toutes les solutions de rechange. Il est vrai que chacune de ces solutions est elle-même grosse de nouveaux problèmes tout aussi préoccupants. Mais c'est la vie.



Johan Galtung dirigeant un séminaire.

© Larry R. Williams, Venne

■ **Que peut-on faire à la base afin que l'éducation pour la justice et la paix devienne une réalité?**

J.G.: Je crois qu'une grande part de cette éducation se fait de façon invisible. Les grands pédagogues, ce sont encore et toujours les mères, les jardinières d'enfants, les millions d'instituteurs et de professeurs, les religieux de toute confession et les responsables soucieux de participation dans leurs organisations. A condition, bien sûr, qu'ils ne transmettent pas l'intransigeance, la haine et l'exclusion.

■ **La communication se mondialise, mais tous n'y ont pas accès...**

J.G.: Il n'y a jamais eu de forme de communication qui offre un accès égal à tous. Il y a toujours eu des inégalités en termes de portée, de rapidité ou de volume. Mais si d'autres ressources sociales, comme l'éducation ou l'argent, étaient mieux réparties, la communication devrait l'être aussi, à l'image de ces téléphones rouges accessibles à presque tout le monde qu'on trouve partout au Japon, à la campagne comme dans les villes. Je m'inquiète davantage de la communication à sens unique que véhicule la télévision et surtout du gigantesque flot de désinformation qui circule sur ces fameuses autoroutes de l'information, où l'on finit par confondre la réalité virtuelle avec les réalités de la vie quotidienne. Or c'est dans cette dernière que l'on trouve les gens réels, aux prises avec leur *dukkha* et leur *sukha*. C'est dans ce monde réel, en tout cas, que les études pour la paix s'efforcent de dénoncer l'écheveau des problèmes de la violence. La communication est l'un de nos outils; l'éducation scolaire et non scolaire en est un autre. J'y vois pour ma part une source de lumière. ■

Directeur: Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction: Gillian Whitcomb

Français: Alain Lévêque

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina

Rubriques: Jasmina Sopova

Unité artistique, fabrication: Georges Servat

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: (01.45.68.46.85)

Relations éditions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Duplication films: Daniel Meister

Secrétariat de direction: Annie Brachet

(01.45.68.47.15)

Assistante administrative: Theresa Pinck

Editions en braille (français, anglais, espagnol et

coréen): (01.45.68.47.14)

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Dominique Anderes (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Akbar Zargar (Téhéran)

Néerlandais: Steven Van de Rijt (Anvers)

Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Dragomir Petrov (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Finois: Katri Himma (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Do Phuong (Hanoi)

Pachto: Nazer Mohammad Angar (Kaboul)

Haoussa: Aliyu Muhammad Bunza (Sokoto)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-

Compostelle)

VENTES ET PROMOTION

Télécopie : 01.42.73.24.29

Abonnements: Marie-Thérèse Hardy (01.45.68.45.65).

Jacqueline Louise-Julie, Manichan Ngonekeo,

Mohamed Salan El Din (01.45.68.49.19)

Liaison agents et abonnés:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Comptabilité : (01.45.68.45.65).

Stock: Daniel Meister (01.45.68.47.50)

ABONNEMENTS

Tél.: 01.45.68.45.65

1 an: 211 francs français. 2 ans: 396 francs.

Pour les étudiants: 1 an: 132 francs français.

Pour les pays en développement:

1 an: 132 francs français. 2 ans: 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an):

113 francs.

Reliure pour une année : 72 francs.

Paiement par chèque bancaire (sauf Eurochèque), CCP

ou mandat à l'ordre de l'Unesco, ou par carte CB, Visa,

Eurocard ou Mastercard.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL : C1 - JANVIER 1997

COMMUNICATION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression : Maury-Imprimeur S.A., route d'Etampes,

45330 Malesherbes

ISSN 0304-3118

N°1-1997-OPI 97-555 F

Ce numéro comprend 52 pages, un encart de 4 pages
situé entre les pages 2-3 et 50-51 et une carte postale.



Pour la plupart d'entre nous, les mots de finance, de crédit, d'épargne, d'investissement, évoquent de grandes masses monétaires, le million, sinon le milliard, pour unité de compte, la figure inaccessible du banquier. L'idée de «miniaturiser» une transaction financière semble être, pour le sens commun, une contradiction dans les termes. Or, depuis peu, ce ne l'est plus.

Finance et pauvreté ne sont plus antinomiques. Sur tous les continents, des dizaines de millions de familles, qui vivaient jusque-là dans les marges de la société, ont maintenant accès au crédit, peuvent pratiquer l'épargne, investissent — à une échelle proprement microscopique. Pour elles a été créé le terme de microfinance. Et les opérations menées à ce niveau ont atteint une telle importance qu'un congrès mondial leur est consacré, en février, à Washington.

Que s'est-il passé pour susciter cette rupture avec la pratique financière classique? Que recouvre concrètement ce changement? Que peut-on en attendre, notamment en matière de lutte contre la pauvreté? Ce numéro tente de faire là-dessus un point exhaustif.

Nul n'imagine qu'on a trouvé dans le microfinancement une panacée contre la misère. Mais il y a, à coup sûr, pour des hommes et surtout des femmes, souvent illettrés, dont l'activité économique était jusqu'alors si aléatoire qu'elle n'entraînait dans aucune catégorie statistique, l'espoir d'une issue. L'espoir de sortir du cercle vicieux de l'extrême dénuement, de quitter le statut humiliant de condamnés à l'exclusion à vie.

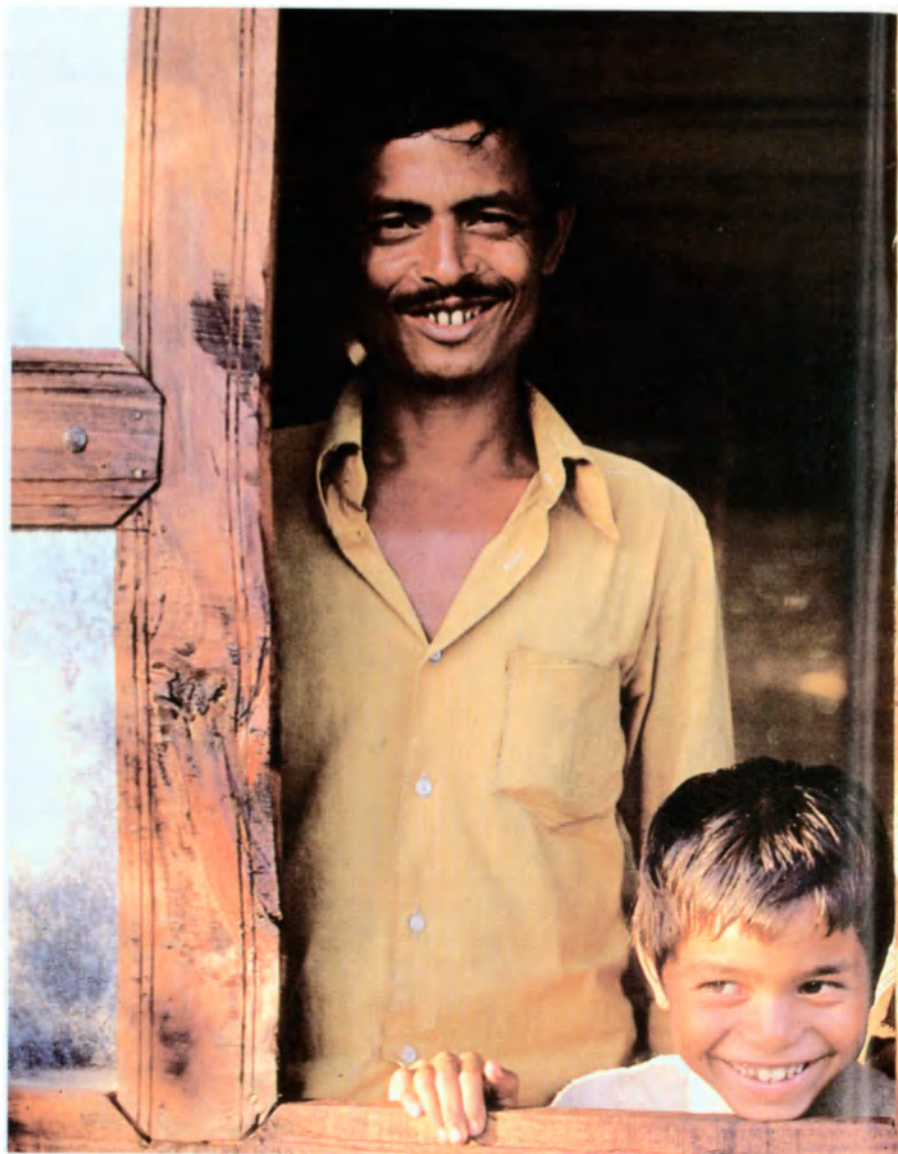
Mais ce qui est vraiment nouveau, ce n'est pas que ces hommes et ces femmes nourrissent un tel espoir. C'est que certaines banques commencent à le prendre au sérieux, à y répondre. Qu'elles s'adaptent aux exigences d'une activité économique à cette échelle, qu'elles revoient en conséquence leurs objectifs et leurs méthodes.

C'est que dans de nombreux pays la pauvreté a sans doute atteint de telles proportions, qu'elle menace d'asphyxier l'économie, de rompre le lien social, de condamner le développement. Quand la misère commence à peser beaucoup trop lourd face à la prospérité, quand les chômeurs, les marginaux, les «informels» deviennent beaucoup trop nombreux par rapport aux autres, arrive un moment où la seule question qui vaille devient: comment inclure les exclus. ■

UN EXEMPLE À SUIVRE

PAR SAYEEDA RAHMAN

Prêter de l'argent aux plus pauvres n'a rien d'irréaliste. C'est aujourd'hui l'objet d'une branche spécifique de la finance, avec ses institutions et ses méthodes propres.



Voilà une vingtaine d'années qu'un peu partout dans le monde des établissements financiers locaux élaborent des mécanismes novateurs visant à faire accéder au crédit et à l'épargne ceux qui sont traditionnellement ignorés des services bancaires classiques. Ces institutions de micro-financement (MFI) ont permis de créer des formules originales de prestations financières à l'intention des pauvres entre les pauvres et d'atteindre des secteurs de la population tenus jusqu'ici à l'écart de ces mécanismes. En outre, elles ont apporté la preuve que, contrairement aux idées reçues, les pauvres sont des emprunteurs fiables et qu'ils ont aussi un sens très fort de l'épargne.

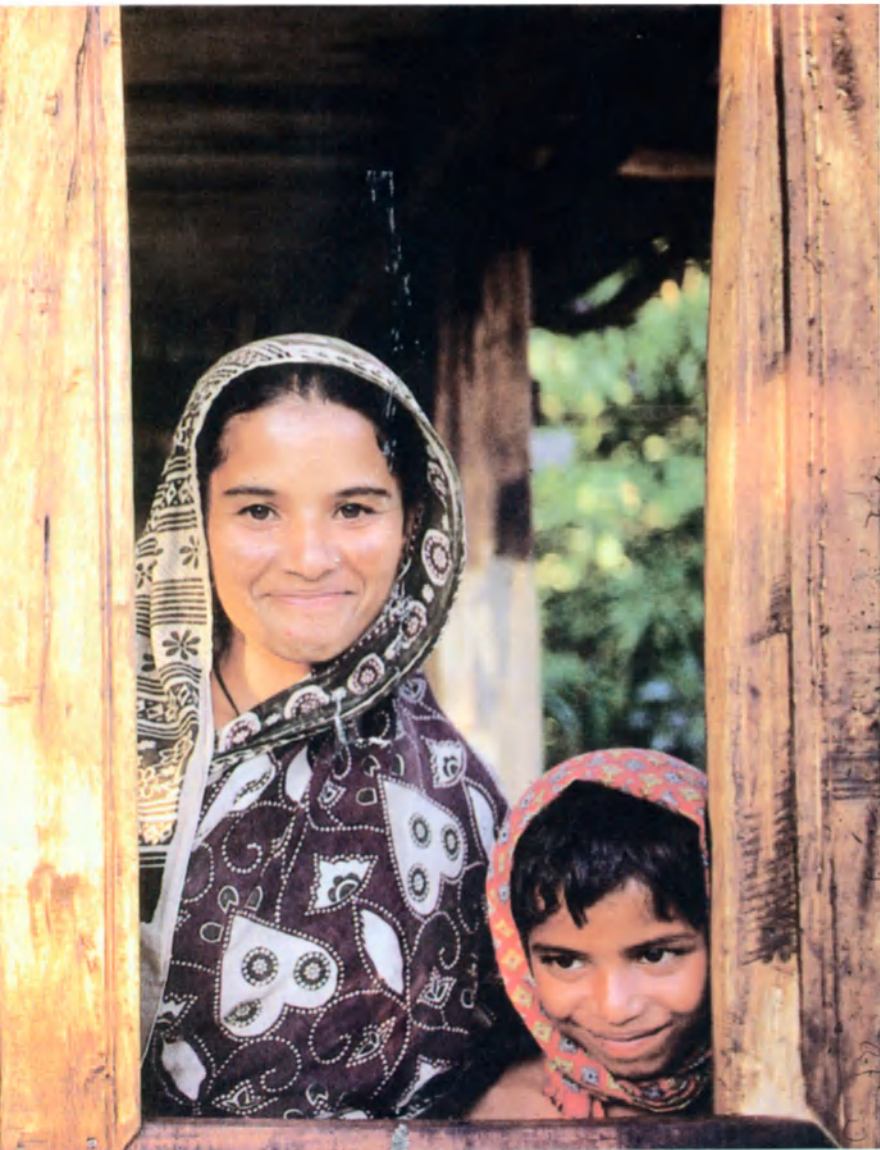
Les MFI fonctionnent désormais dans les environnements socio-culturels et économiques les plus divers, à la ville comme dans les campagnes, en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Les méthodes, les mécanismes institutionnels et les formules proposées peuvent varier, mais le souci commun est de lutter contre l'extrême pauvreté.

Leur méthode la plus courante consiste en

«prêts collectifs» à des groupes solidaires dont la taille va de quelques personnes à des «banques villageoises» rassemblant trente à cinquante membres. Les co-emprunteurs sont collectivement garants du remboursement des sommes empruntées, et l'octroi de prêts ultérieurs dépend de la ponctualité des paiements. Cela permet de limiter les risques et les coûts administratifs, et la solidarité du groupe remplace les garanties financières exigées par les banques classiques.

Élargir le champ d'activités

Les prêts fournis sont généralement à très court terme: douze mois en moyenne. Mais la perspective d'un renouvellement de prêt d'un montant plus important constitue une très forte incitation à rembourser. Quoique les taux d'intérêt soient relativement élevés, le taux de remboursement est remarquable et la demande s'accroît constamment, ce qui prouve que pour les pauvres la possibilité d'un accès permanent au crédit est une considération plus importante que le loyer de l'argent.



© Philippe Lisacek/CRIC, Paris

Au départ, les MFI privilégiaient surtout le crédit, et l'on avait tendance à négliger l'épargne, qui est tout aussi vitale, sinon plus, pour les foyers ruraux les plus démunis. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où l'accent est mis sur l'épargne volontaire, ce qui permet de financer un plus grand nombre de prêts.

Les MFI reposent sur l'idée que les services financiers proposés aux pauvres doivent être décentralisés et proches de la clientèle visée. Beaucoup d'institutions ont par ailleurs été amenées à s'adresser en priorité aux femmes, d'une part parce qu'elles sont plus défavorisées encore que les hommes en termes de ressources et d'accès aux services, d'autre part parce qu'elles sont plus fiables en matière de remboursement et ont un sens de la communauté plus développé.

Les succès remportés par les MFI dans le monde entier ont brisé l'idée reçue selon laquelle les pauvres sont par définition insolvables, mais il ne faut pas oublier que, pour l'instant, seule une minorité d'entre eux bénéficie des services de ces institutions. Après avoir obtenu de haute lutte les fonds et les autorisations officielles nécessaires pour mettre en œuvre leurs pro-

Un prêt de la Banque Grameen a permis à cette famille de Dacca (Bangladesh) de se construire une nouvelle maison.

grammes, les MFI font face maintenant à un nouveau défi: étendre leurs activités. Pour y parvenir, elles s'efforcent de n'être plus tributaires de fonds ou de subventions extérieurs. D'une part, en couvrant leurs frais de fonctionnement grâce aux bénéfiques rapportés par les intérêts; d'autre part, en empruntant au circuit économique du pays les fonds dont elles ont besoin pour leurs prêts.

Pour le moment, les banques classiques se montrent assez réticentes à prendre le relais des MFI pour s'occuper de ce type de clientèle. Elles opèrent en effet dans un cadre juridique et commercial qui ne leur donne pas la liberté de manœuvre nécessaire. Maintenus artificiellement bas, les taux d'intérêt officiels ne permettent pas aux banques commerciales de couvrir leurs frais de fonctionnement, surtout lorsqu'il s'agit de prêter aux pauvres, ce qui exclut le microfinancement de leur champ d'activité. En revoyant ce problème d'un œil neuf, on inciterait les banques commerciales à étendre leurs activités à des secteurs entiers de la population qu'elles ont jusqu'alors ignorés.

L'aide sociale et culturelle

En revanche, les organisations non gouvernementales (ONG) ont largement contribué à faciliter les contacts entre les pauvres et les services de crédit, et certaines d'entre elles sont en train de se spécialiser dans ce type de service. Grâce à leur action sur le terrain, les ONG sont en effet très bien placées pour aider les banques à atteindre les couches les plus pauvres de la population et, au besoin, gérer les opérations de crédit (contrôle, surveillance et collecte des fonds).

Mais pour soulager la misère de plus d'un milliard d'êtres humains, le développement de la microfinance doit s'accompagner obligatoirement de programmes d'aide et de services qui prennent notamment en considération les dimensions sociale et culturelle du développement. Ce n'est pas aux institutions de microcrédit, mais aux partenaires de l'aide au développement qu'il incombe d'élaborer les mécanismes propres à optimiser les effets de ces programmes.

Il se trouve que l'UNESCO est particulièrement bien placée pour relever ce défi. L'Organisation peut notamment contribuer à explorer les moyens d'étendre les services des MFI à un maximum de bénéficiaires sur une base commerciale viable et de mettre services et prestations appropriés à la disposition de ces populations difficiles à atteindre. C'est dans cet esprit que l'Organisation a conclu un accord de coopération avec la Banque Grameen au Bangladesh. Des accords du même type sont à l'étude avec d'autres institutions réputées pour leur efficacité afin d'aider leur clientèle par des programmes complémentaires dans l'éducation, la science, la technologie, la culture et la communication. ■

UNE ARME CONTRE LA PAUVRETÉ

PAR JOSÉ GARSON

La microfinance n'en est qu'à ses débuts. Comment rendre encore plus efficace cette nouvelle forme de lutte contre la pauvreté?

Tout est né de cette simple question: comment un gouvernement, ou une agence de coopération, peuvent-ils définir de façon *opérationnelle* la pauvreté, au-delà de la souffrance personnelle que ressentent les personnes pauvres? Quels sont, autrement dit, les domaines d'action précis, et les critères de succès, pour les différentes politiques de lutte contre la pauvreté?

Après avoir quelque peu hésité, les économistes répondirent en proposant cette défini-

tion qui permettait d'établir des échelles de pauvreté et de mesurer les progrès accomplis: la pauvreté est l'état où se trouve toute personne qui, d'une part dispose d'un revenu très faible par rapport au reste de la population et qui, d'autre part, reste privée d'un véritable accès aux services de base nécessaires pour vivre (santé, logement, éducation). Dans une population donnée, les pauvres sont ceux dont les revenus sont les plus faibles et, donc, la consommation la plus insuffisante. Ce sont aussi ceux qui ont la plus mauvaise qualité de vie, puisqu'ils sont exclus des services publics que l'Etat apporte à la population. Alléger la pauvreté, dans ce contexte, revient à chercher à agir sur une cible précise — les segments de population à revenu très faible par rapport au reste de la population — au travers de ces deux paramètres. Une politique d'allègement de la pauvreté aura atteint son but, par exemple, si elle entraîne une augmentation durable des revenus de ces segments de population.

Cours de formation élémentaire pour ces paysannes du Burkina Faso.



Le crédit entre en scène

Disposer d'une définition opérationnelle de la pauvreté, bien entendu, ne signifie pas pour autant que l'on ait les moyens financiers d'agir en conséquence. Ni les gouvernements des pays en développement, ni les agences de coopération ne disposent des ressources qui permettraient d'accorder à chaque personne définie comme pauvre une subvention augmentant durablement ses revenus. Pour que cette augmentation se produise sur une grande échelle, elle doit venir d'ailleurs.

Très tôt, certains pays en développement — principalement en Asie — comprirent que cet «ailleurs» devait être les populations pauvres elles-mêmes, à condition qu'on les associe aux politiques d'allègement de la pauvreté. Nombre de personnes pauvres possédaient en effet assez d'initiative et d'énergie pour imaginer des petits projets ou des activités qui, une fois mis en œuvre, leur apporteraient un revenu supplémentaire. D'augmentation de revenu en augmentation de revenu, de tels projets pouvaient sortir progressivement ces personnes de la pauvreté, sans intervention directe et massive de l'Etat.

Il fallait pour cela identifier les obstacles qui s'opposent à la création de petits projets et



© L. Taylor/HCR, Genève

fournir aux pauvres qui le souhaitent les moyens de contourner ces obstacles. En bonne place parmi ces obstacles figurait le crédit. Les banques, selon leur conception classique de l'activité économique, n'ont pas l'habitude d'accorder du crédit à des petits projets, surtout si ceux-ci sont mis en œuvre par ces gens peu solvables, par définition, que sont les pauvres. En offrant de façon sélective du crédit à une population pauvre entreprenante, les gouvernements et les agences de coopération

Dans ce centre d'accueil du Ghana, des femmes reçoivent une formation en artisanat et bénéficient de prêts pour démarrer leur propre affaire.

« Le défi de la microfinance sera bientôt d'ordre culturel, éducatif et social. »
Ci-dessous, cours au Népal.

pouvaient espérer créer un effet d'enchaînement qui aboutirait à la création d'activités économiques génératrices de revenus, et donc à alléger la pauvreté. Le premier lien entre crédit et pauvreté était né.

Épargne et services de base

Mais créer des revenus supplémentaires en octroyant du crédit à des personnes pauvres et entreprenantes ne soulage que la situation d'une petite partie de la population. Qu'en est-il pour le reste, c'est-à-dire la grande majorité? Le crédit ne leur est d'aucune utilité, c'est l'épargne qui se révèle essentielle.

Pour comprendre cela, on doit analyser ce qui se passe sur le terrain, dans les régions les plus pauvres et les plus isolées des pays en développement. Tout mouvement monétaire s'y fait en billets, car l'absence d'agences bancaires contraint les habitants à garder tous leurs avoirs en argent liquide. Une transaction ne peut se dérouler que si chaque partenaire apporte des liasses de billets, avec les risques de perte ou de vol qu'une telle manipulation implique. Au mieux, celui qui veut «placer» ses économies peut le faire en achetant un animal. Dans ces conditions, il est difficile aux plus pauvres d'accumuler suffisamment de ressources pour sortir de leur situation. L'absence d'institutions qui permettraient de transformer l'argent liquide ►



© A. Holmann/HCR, Genève



© J. Spaul/HCR, Genève

Réfugiée tchéchène à l'ouvrage dans un centre d'accueil du Daguestan.

► en dépôt, puis en épargne, est une cause cachée, mais bien réelle, de l'immobilisme et de la stagnation dans les populations démunies.

Parce que les pauvres n'arrivent pas à épargner de manière efficace, les transactions entre eux ne se réalisent qu'au prix de difficultés sans nombre, faute de disposer sur place d'un intermédiaire qui offre les services financiers de base indispensables à la naissance d'activités économiques pouvant tirer la région hors de la pauvreté.

Au-delà du crédit, donc, la microfinance —

ce processus qui favorise le développement de l'intermédiation financière au niveau local — apparaît comme l'un des moyens les plus puissants de lutter contre la pauvreté et l'enclavement économique. Ce développement, qui est le fait soit des banques, soit d'organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées, soit encore de la combinaison banques-ONG, fait surgir des besoins nouveaux.

Aller plus avant

Dans la manière traditionnelle de faire des affaires ou d'épargner, par exemple, la personne pauvre n'a pas besoin de savoir lire et écrire: le simple bon sens suffit. En revanche, dans la relation qui s'établit avec un intermédiaire financier et dans le contexte qui va progressivement s'instaurer autour de lui, il devient impossible de rester illettré: on doit s'insérer culturellement dans le monde de la lecture et de l'écriture. De même, pour l'homme d'affaires traditionnel qui garde son argent en billets dans sa poche, ses affaires ne concernent que lui et personne d'autre. Or, dès qu'il ouvrira un compte dans une banque, il devra comprendre que l'argent qu'il dépose va aussi servir aux autres — les personnes auxquelles la banque va accorder un crédit — et donc que cet argent est à la fois à lui et aux autres. Il devra, en fait, reconnaître et accepter un fait social qu'il ignorait auparavant.

D'où les profondes perturbations créées

Fileuse de coton au Laos.



© G. Dechmann/ANA, Paris

dans certaines sociétés par l'arrivée de la microfinance. Les mécanismes traditionnels de la relation tant avec soi-même qu'avec autrui et la collectivité sont ébranlés. La structure linguistique peut elle-même devenir un obstacle, comme dans le cas de ces langues d'Afrique australe où le même verbe désigne le fait d'emprunter et de prêter. Les agences de coopération doivent donc être prudentes dans leurs interprétations et ne pas céder aux préjugés. Ainsi, un projet de microcrédit où l'on découvre que 40% des emprunteurs ne remboursent pas leur prêt n'est pas nécessairement un mauvais projet en soi. Si quatre emprunteurs sur dix ont manqué à leur obligation, c'est parce que rembourser un prêt en temps voulu, loin d'être un comportement inné, est un acquis culturel propre aux sociétés où la pratique de l'emprunt est répandue sur une large échelle. Conclusion: un bon projet doit tenir compte de ce facteur dans son analyse initiale des besoins de la population locale.

Bientôt, le défi de la microfinance ne sera plus d'ordre financier, il sera d'ordre culturel, éducatif et social. Les agences de coopération bilatérale et multilatérale, derrière la Banque mondiale et les principaux réseaux de microfinance, se sont unies pour creuser une à une toutes les ques-

tions financières que peut poser une action de microfinance. D'ici deux à trois ans, les différentes méthodes de mise en place de systèmes de microfinancement auront toutes été testées.

Il s'agira alors de mettre à profit l'immense bouleversement suscité par les pionniers asiatiques que furent la Banque Grameen ou la Banque Rakyat d'Indonésie (BRI), continué par d'autres comme BancoSol en Amérique latine et parachevé par diverses réalisations africaines telles que le Programme d'entreprise rurale du Kenya (K-REP), pour aller plus avant.

La microfinance ouvre des portes en créant des groupes de solidarité, en insistant sur le besoin de discipline personnelle de remboursement et sur la nécessité de penser en termes de société toute action individuelle. Pour que la microfinance se développe, il faut mener, parallèlement, des actions en matière d'alphabétisation, d'éducation, d'apprentissage artisanal, de santé, avec les populations auxquelles elle s'adresse et au travers des mêmes structures sociales qu'elle a mises en place.

Seule cette ouverture culturelle, éducative et sociale permettra à la microfinance de ne pas perdre de vue son but initial et de rester un moyen de lutte contre la pauvreté. ■

Huttes de pêcheurs sur les bords du Mékong.



© Michel Huteau/ANSA, Paris



© Raghuraj Srinivas/ANA, Paris

TROIS RÈGLES D'OR

PAR MARÍA OTERO

De l'application de ces règles dépend le succès des organismes de financement comme des micro-entreprises qu'ils financent.

Ci-dessus, cueilleuses de thé près de Nuwara Eliya, dans le centre de Sri Lanka.

Les petites unités économiques qui fonctionnent en marge ou en dehors du système constituent le principal gisement d'emploi dans toutes les villes des pays en développement. Dans certaines grandes villes, c'est plus de la moitié de la population active qui travaille dans ces micro-entreprises: bâtiment, cordonnerie, petits métiers des rues, recyclage des déchets, ainsi qu'une multitude d'autres commerces de toute taille et de toute sorte.

Ces micro-entreprises ignorent les lois et les réglementations en vigueur. Elles opèrent sans autorisation, ne respectent pas le code du travail

(sécurité sociale, cotisations, taxes) et fonctionnent de manière informelle, le plus souvent avec du personnel familial non rétribué. Elles se caractérisent aussi par une absence de division du travail ou de spécialisation des tâches, une comptabilité quasi inexistante, une capitalisation très faible, une localisation au domicile du propriétaire et, surtout, un accès extrêmement restreint à l'information, à la technologie, à la formation professionnelle et au crédit.

Si certaines d'entre elles appartiennent à des gens riches, elles sont en grande majorité la propriété de gens modestes qui ont rarement achevé leurs études secondaires. La plupart habitent dans les bidonvilles des grandes villes et ne bénéficient pas des services publics ni de logements adéquats.

Les techniques de prêt à ce type d'entreprises ont beaucoup progressé ces dernières années grâce à l'activité d'institutions comme la Banque Rakyat d'Indonésie, la Banque Gra-

meen et BancoSol. L'efficacité de ces organismes de crédit repose sur les principes suivants:

• **Connaître le marché.** Ils savent que les pauvres sont prêts à payer pour des services à la mesure de leurs besoins, c'est-à-dire des prêts peu importants concédés à court terme qui servent de fonds de roulement et leur permettent de faire face à d'éventuelles difficultés de trésorerie. Ces prêts doivent pouvoir leur être accordés très rapidement avec un minimum de procédures administratives. Il faut donc que les institutions aillent vers leur clientèle, simplifient les démarches et débloquent rapidement les fonds demandés. Les taux d'intérêt pratiqués sont, de ce fait, supérieurs à ceux des banques de crédit, mais néanmoins nettement inférieurs à ceux des usuriers, qui restent la principale source de crédit pour les pauvres.

• **Réduire les frais de gestion.** Les emprunts demandés étant généralement d'un très faible montant, il convient de simplifier les procédures à l'extrême (formulaires d'une page au maximum) et de décentraliser les processus de décision. Afin de s'assurer le remboursement du prêt et d'alléger le fardeau de la dette, la plupart des organismes accordent des prêts collectifs à des groupes solidaires de trois à cinq personnes, chacune garantissant en quelque sorte l'emprunt de l'autre, selon une formule pratiquée dans le monde entier par certains groupes d'épargne et de crédit informels. Le prêt est consenti à l'ensemble du groupe, à charge pour ses membres de le répartir entre eux et d'en assumer collectivement la gestion.

• **Instaurer des mesures incitatives de remboursement.** Les liens de solidarité unissant le groupe d'emprunteurs opèrent déjà comme une première garantie. A cela s'ajoute, pour ceux qui payent leurs dettes dans les délais, l'assurance d'obtenir un prêt plus important. Cette certitude d'un crédit constamment renouvelé est très motivante pour les emprunteurs et les pertes subies par les organismes de financement dépassent rarement la barre des 2%.

La stricte application de ces règles permet à ces organismes d'atteindre un double objectif: toucher une clientèle potentielle toujours plus vaste, se chiffrant en centaines de milliers de personnes, et rentabiliser assez les opérations pour devenir indépendantes à terme. Les institutions les plus performantes ont déjà apporté la preuve qu'elles étaient capables de rentrer dans leurs fonds et, par là, d'emprunter auprès des banques commerciales au lieu de dépendre de donateurs éventuels. ■

FINANCES SOLIDAIRES

La **Banque Grameen** (Bangladesh) est sans doute l'institution de microfinance la plus connue du monde. Elle a commencé ses activités comme programme de recherche en 1976, puis est devenue une banque par un décret du gouvernement en 1983. Implantée dans toutes les campagnes du Bangladesh, elle s'adresse en priorité aux femmes les plus démunies. (Voir page 20)

La **Banque Rakyat d'Indonésie (BRI)** est une banque commerciale appartenant à l'Etat. Son système appelé «Unit Desa» (Agences locales) est un vaste réseau d'agences villageoises qui opère dans toute l'Indonésie comme une branche commerciale indépendante. Les modes d'épargne volontaire qu'il a conçus mobilisent des sommes considérables; les prêts sont financés par ces dépôts. Il est une source de profit considérable pour la BRI. (Voir page 24)

Le **Programme d'entreprise rurale du Kenya (K-REP)**, créé en 1984, est devenu en 1987 une organisation non gouvernementale (ONG) qui travaille à la fois dans les zones rurales et urbaines. Le K-REP a d'abord facilité les programmes de crédit des ONG du Kenya en fournissant prêts, formation et assistance technique, puis il a mis au point son propre programme d'apport de fonds. (Voir page 30)

La **Fondation internationale pour l'assistance communautaire (FINCA)** est une organisation à but non lucratif, basée aux Etats-Unis, qui est spécialisée dans le crédit rural. La FINCA est à l'origine du système des banques villageoises, système qu'elle a mis en pratique dans de nombreuses régions du monde. (Voir page 32)

La **Banque solidaire, S.A. (BancoSol)**, entrée en activité en 1992, est la première banque commerciale privée à se consacrer exclusivement au développement des micro-entreprises. Implantée dans les grandes villes de Bolivie, BancoSol est née de PRODEM, une ONG affiliée à ACCION international, organisation à but non lucratif basée aux Etats-Unis. (Voir page 28)

Sayedra Rahman ■

MAIS LE CRÉDIT NE SUFFIT PAS...

PAR ROBERT PECK CHRISTEN

Le microcrédit n'est pas suffisant en soi. A quelles conditions peut-il instaurer le climat de confiance économique nécessaire au développement?

Avez-vous déjà essayé de vendre la moitié d'une chèvre sans la tuer parce que vous avez un besoin urgent de dix dollars? Tel est le genre de dilemme, absurde en apparence, auquel sont confrontés un grand nombre de pauvres du monde en développement, pour lesquels, il ne faut pas l'oublier, épargner et emprunter sont des opérations aussi normales et indispensables que pour les riches. Malheureusement, diraient les économistes dans leur langage, ils ne disposent pas, pour gérer leurs liquidités, du même choix d'instruments financiers et doivent se contenter de moindres réserves de valeur: une chèvre ou des matériaux de construction, par exemple.

Pour m'emprunter de l'argent, il faut me payer. Parce que je ne suis jamais tout à fait sûr que l'emprunteur aura les moyens de me rembourser et que j'ai d'autres possibilités d'investir

l'argent que je lui prête. Lui ne se demande pas trop quel taux d'intérêt je vais lui faire payer ou s'il réussira dans son entreprise: ce qui l'intéresse avant tout, c'est de savoir quand il devra me rembourser et combien. S'il est venu me trouver, moi plutôt qu'un autre, parce qu'il avait besoin d'argent pour une raison professionnelle ou personnelle, cela peut être dû à ma réputation; mais s'il accepte mes conditions, c'est que mon offre est la mieux adaptée à ses prévisions de rentrées d'argent, ce qui lui permettra de me rembourser sans problème.

Les secrets d'une réussite

Prenons un exemple type de microfinance. Souvent, les programmes mis en place dans les villages prêtent à des paysannes pauvres de toutes petites sommes qui leur permettent de se lancer dans une activité lucrative, comme l'élevage d'un cochon. En général, il s'agit de prêts à très court terme avec des échéances toutes les semaines ou tous les mois, car c'est apparemment le meilleur moyen de réduire les risques de non-paiement. Il se trouve que ces paysannes sont en général d'excellents payeurs.

Mais comment font-elles pour rembourser aussi ponctuellement, alors que le cochon n'est pas encore vendu? En fait, la plupart des emprunteurs calculent le taux de remboursement qu'ils jugent acceptable en fonction d'une autre source de revenus plus régulière et assurée que celle liée à l'investissement pour lequel ils ont sollicité un prêt: loyer d'un bien qu'ils possèdent ou salaire d'un membre de leur famille.

Le microcrédit contribue donc à une meilleure gestion des problèmes de trésorerie. Mais en quoi est-il un facteur de développement économique?

D'abord, quand l'afflux de liquidités lié au prêt permet à une micro-entreprise ou à des paysans pauvres de profiter d'une opportunité économique, cela entraîne un accroissement de leurs revenus. C'est également le cas si la somme empruntée permet de réaliser des économies d'échelle en achetant plus de marchandises ou en profitant d'une vente de mar-

Ces artisanes de Sumatra (Indonésie) se sont organisées en groupe d'épargne et de crédit.





© W. Zhiping/ANA, Paris

chandises au rabais, sans avoir à passer par les usuriers. L'argent emprunté permet aussi aux micro-entreprises d'augmenter leurs ventes en l'utilisant pour offrir à leurs clients des possibilités de crédit sur leurs achats. Enfin, le crédit permet d'augmenter la capacité de production et de distribution en acquérant les biens d'équipement indispensables à cette expansion plus vite que ne l'aurait permis un simple réinvestissement des gains. Il permet aussi de se lancer dans des activités nouvelles qui nécessitent un gros investissement initial.

En fait, d'innombrables petits commerçants, paysans, pêcheurs, et autres travailleurs

Beaucoup de micro-entreprises sont des affaires familiales gérées à domicile. Ci-dessus, bercé par le parfum des pommes, dans la région du Xinjiang, en Chine occidentale.

Cette coiffeuse du Togo a rejoint un programme d'aide au développement de la micro-entreprise pour participer à un plan d'épargne.

indépendants doivent souvent renoncer à des occasions de profit s'offrant à eux faute d'avoir accès à une forme de crédit rapide, adaptée à leurs besoins et pas trop coûteuse. Ils verraient leur vie transformée s'ils pouvaient bénéficier des services d'institutions spécialisées dans le microcrédit. D'aucuns en ont conclu un peu rapidement que «le crédit est créateur d'activité économique, et donc de développement».

Le miroir aux alouettes

L'échec de nombreux programmes de micro-financement est souvent dû à cette idée simpliste. Les responsables découvrent qu'ils ont prêté à des emprunteurs insolvables, oubliant que c'est la dynamique économique, et elle seule, qui crée des possibilités d'accroître les revenus et ouvre des perspectives d'enrichissement. Le crédit n'est un facteur de prospérité que s'il permet aux emprunteurs de profiter de cette dynamique, là où elle existe.

Tout le crédit du monde ne peut aider les paysans pauvres qui pratiquent une agriculture de subsistance à sortir de la misère si les prix agricoles demeurent artificiellement bas à la production (pour favoriser les consommateurs urbains), si les infrastructures matérielles et commerciales restent inexistantes et les méthodes d'exploitation rudimentaires. En fait, la formule du microcrédit appliquée sans discernement à l'agriculture traditionnelle pourrait se retourner contre elle en chassant ▶



© B. Press/Panos Pictures, Londres

▶ de leurs terres les paysans incapables de rembourser leurs emprunts.

Au cours des 25 dernières années, la plupart des programmes de microfinancement qui ont obtenu des résultats sont ceux qui se sont concentrés sur des groupes cibles auxquels le crédit pouvait vraiment offrir des perspectives économiques meilleures. Dans les faits, leur client type était la micro-entreprise commerciale plutôt qu'agricole qui fonctionnait depuis au moins un an à la date de l'emprunt et avait fait la preuve de sa solvabilité.

Des résultats probants

Dans ces conditions, les programmes de microfinancement ont pu apporter à ces entrepreneurs dynamiques l'argent nécessaire pour aller de l'avant. Imposer des délais de remboursement très courts leur a permis de prêter des sommes de plus en plus importantes à ceux qui avaient su faire fructifier leur emprunt précédent. Et si par hasard les résultats étaient moins bons que prévus — ce qui est assez fréquent —, l'emprunteur pouvait quand même rembourser puisque le prêt avait été calculé sur son niveau d'activité au moment de l'emprunt.

Compte tenu du caractère essentiellement transformable — fongible — de l'argent, les prêteurs ont vite compris qu'il était vain de vouloir contrôler de trop près l'utilisation des fonds empruntés et qu'il valait mieux établir une relation de confiance avec leurs clients. Ils ont constaté que ce type de rapports, renforcé par les prêts successifs, réduisait considérablement les risques financiers. Aussi ont-ils créé des formules de prêts collectifs, ou de groupes, qui leur permettent de s'assurer que les futurs emprunteurs ont bien l'intention de respecter leurs engagements financiers, et qui constituent une incitation supplémentaire à rembourser.

Résultats de telles méthodes: des taux de remboursement qui peuvent atteindre, voire dépasser 98%. Par ailleurs, comme les emprunteurs tiennent l'argent du prêt pour la clef de leur mieux-être, ils acceptent des taux d'intérêt suffisamment élevés pour couvrir les frais de fonctionnement des organismes de crédit. La conjugaison d'un tel taux de remboursement et de taux d'intérêts élevés favorise une croissance exponentielle du volume des prêts et un élargissement des marchés. En outre, comme le montre l'histoire économique, le bon fonctionnement des mécanismes de crédit contribue largement à la prospérité locale. Il renforce la confiance dans les institutions financières et donc l'épargne, créant ainsi de nouvelles sources d'investissement. ■

Le salut effectué la tête droite est de règle lors des réunions de groupe dans les centres de la Banque Grameen. Traditionnellement maintenues dans une attitude de soumission vis-à-vis des hommes, ces femmes du Bangladesh apprennent ainsi à relever la tête et le regard. Ici dans la région de Dacca.



© P. Lissac/Clific, Paris

BANGLADESH:

La plus ancienne des «banques solidaires» a favorisé l'émancipation sociale et politique des femmes pauvres du Bangladesh.

J'ai commencé à enseigner l'économie à l'université en 1972, un an après l'indépendance du Bangladesh. Deux ans plus tard, en 1974, le pays était frappé par une famine catastrophique. D'un seul coup, toutes les belles théories du développement économique que je professais pendant que mes compatriotes mouraient de faim m'ont paru bien vaines, et le monde universitaire à des années-lumière de la dure réalité de la vie. J'ai quitté les salles de classe pour aller dans les villages.

En parlant avec des gens pour qui la vie était une lutte perpétuelle, j'ai appris des choses qu'on ne trouve pas dans les manuels. Je pense, par exemple, à cette femme qui s'échinait à fabriquer des sièges de bambou pour quelques centaines par jour — à peine de quoi payer deux repas. Je ne comprenais pas comment l'on



LES PIONNIERS

PAR MUHAMMAD YUNUS

pouvait travailler si dur et si longtemps pour gagner si peu. Sans compter que, pour acheter la matière première dont elle avait besoin, elle devait emprunter de l'argent à un intermédiaire qui prélevait au passage la majeure partie de ses gains. Il m'est apparu que si cette femme avait la possibilité d'emprunter à un taux d'intérêt non usuraire, elle gagnerait assez par jour pour se constituer un capital qu'elle pourrait réinvestir, ce qui lui permettrait d'avoir un revenu décent et de sortir de la misère.

En tout, dans le même village, j'ai rencontré 42 personnes que les taux usuraires pratiqués par fournisseurs et intermédiaires condamnaient à une pauvreté sans issue. Je leur ai demandé de combien elles avaient besoin pour s'en sortir: trente dollars, m'ont-elles répondu. Je les leur ai avancés aussitôt de ma poche, tout en me disant que si les institutions financières agis-

saient comme moi, des milliers de personnes pourraient sortir de l'ornière. Malheureusement, les banques n'ont pas pour habitude de prêter aux pauvres, et encore moins si ce sont des femmes de la campagne.

Les banquiers à qui je me suis adressé m'ont ri au nez: ce n'était pas leur travail de prêter des petites sommes aux pauvres. D'ailleurs, qui accepterait de prêter de l'argent à des gens qui n'offrent aucune garantie? J'ai donc fini par me proposer comme garant, ce qui m'a permis de négocier des prêts de quelques centaines de dollars en tout.

Quand tous ces pauvres eurent remboursé leur emprunt, prouvant ainsi qu'on pouvait leur faire confiance, même sans nantissement, je suis retourné voir les banquiers. Ils m'ont répondu que cela avait pu marcher dans un village, mais qu'on ne pouvait pas généraliser l'expérience. Pour leur prouver le contraire, j'ai recommencé dans d'autres villages, puis j'ai étendu l'expérience à l'ensemble de la région, et toujours avec succès, mais les banquiers n'ont jamais voulu se laisser convaincre.

Pourquoi, me suis-je alors dit, ne pas fonder ma propre banque? J'ai demandé les autorisations nécessaires et cela a pris du temps. En 1983, le gouvernement m'a donné le feu vert. C'est ainsi qu'est née la Banque Grameen. Une banque indépendante: la banque des pauvres*.

Les banques classiques

Le système bancaire classique a été expressément conçu pour tenir les pauvres, les femmes et les illettrés à l'écart. La sacro-sainte notion de «nantissement» — d'engagement de biens personnels en caution de la dette — vise en fait à décourager les emprunteurs peu fortunés.

Le système bancaire de notre pays ferait dresser les cheveux sur la tête à n'importe quel ►

Réunion hebdomadaire de groupe dans un centre villageois au Bangladesh.



© Saïhuddin Aztee

► banquier digne de ce nom. Des millions de dollars sont prêtés à des gens riches qui ne remboursent jamais leurs dettes. Au cours des quinze dernières années, le taux de remboursement des établissements de crédit industriel du Bangladesh, qui prêtent de l'argent aux grosses fortunes du pays, soi-disant pour favoriser l'industrialisation, n'a jamais dépassé 10%. «Vous vous appelez des banquiers, leur ai-je dit, mais vous feriez mieux de vous appeler "bureaux de bienfaisance pour millionnaires"!»

Les banques du Bangladesh n'aiment pas non plus les femmes, surtout s'il s'agit de leur prêter de l'argent. Il existe bien, dans toutes les banques de Dacca, la capitale, des guichets réservés aux femmes, mais seulement pour enregistrer leurs dépôts. Pour emprunter, c'est une tout autre histoire. On leur demandera d'abord si elles en ont parlé à leur mari, puis si celui-ci est d'accord. Si oui, on leur demandera alors de se présenter avec lui. Or a-t-on jamais vu demander à un emprunteur si sa femme approuvait sa démarche ou si elle pouvait venir en discuter avec le banquier? Les femmes représentent à mon avis moins de 1% des bénéficiaires des prêts bancaires consentis au Bangladesh. Il y a forcément quelque chose qui ne va pas dans un tel système.

Ajoutons à cela que les banques exigent que toutes les requêtes et transactions soient consignées par écrit, ce qui est ridicule dans un pays qui compte 75% d'analphabètes. Même pour déposer de l'argent, les clients doivent remplir des bordereaux — alors que la banque pourrait fort bien se charger elle-même de rédiger les reçus. Il est clair que le système classique pénalise les illettrés.

Le système Grameen

La Banque Grameen, aujourd'hui active dans plus de la moitié des villages du Bangladesh, compte plus de deux millions de clients, dont 94% sont des femmes. Le volume des prêts consentis dépasse 1,7 milliard de dollars, prêts qui ont permis de financer entre autres la construction de plus de 300 000 maisons. Une masse de gens très pauvres ont réussi à économiser sou par sou plus de 120 millions de dollars américains. Cela n'a été possible que parce que la Banque Grameen a été créée pour aider les pauvres, les femmes et les analphabètes.

Celle-ci a, dès le départ, résolument écarté la notion de nantissement comme discriminatoire envers les pauvres, pour adopter un système de prêts collectifs contrôlés par les pairs. Ce système garantit que les prêts vont aux plus nécessiteux et assure un taux de remboursement élevé. Les emprunteurs sont réunis par groupes de cinq personnes appartenant au même milieu: ils se connaissent et peuvent compter les uns sur les autres. Six à huit groupes constituent un centre, et chaque vil-

lage comporte un ou deux centres en moyenne. Chaque centre organise une réunion hebdomadaire au cours de laquelle s'effectuent les transactions. Ainsi, ce n'est pas le client qui vient à la banque, mais la banque qui va à lui, ce qui réduit les frais de fonctionnement tout en subordonnant l'institution aux besoins des gens.

Si la Banque Grameen compte un si fort pourcentage de femmes parmi ses clients, c'est que, de tous les pauvres, les femmes sont les plus mal loties, et surtout parce qu'aider une femme est le meilleur moyen d'améliorer le sort de toute sa maisonnée. Contrairement aux hommes, les femmes de la campagne consacrent l'essentiel de leurs ressources à leur famille: ce sont elles qui se soucient de l'avenir. Mais l'existence de groupes de femmes a aussi une incidence sociale: ces femmes qui, avant, ne sortaient jamais de chez elles, n'avaient jamais eu d'argent à elles et n'osaient pas prendre la parole en public, assistent désormais à des réunions où elles parlent librement, gèrent un budget et assument des responsabilités financières: elles deviennent plus sûres d'elles-mêmes.

Comme la plupart de nos clients n'ont jamais fréquenté l'école, nous leur apprenons à signer leur nom, à calculer et à tenir des comptes. Les procédures bancaires sont simples et transparentes. Tout se discute en groupe et chacun apprend à gérer son budget sans paperasserie compliquée. La banque délivre des reçus clairs, qui simplifient les opérations de gestion.

Grâce à la Grameen, le monde rural du Bangladesh est en pleine mutation. De nombreuses études font état d'une hausse du niveau de vie

Son quatrième emprunt à la Banque Grameen a permis à cette femme d'acheter une vache laitière.





© G. Sausseier/Gamma, Paris

Gâce à un microfinancement de la Banque Grameen, cette femme ne dépend plus d'intermédiaires pour acheter le bambou nécessaire à la fabrication de ses paniers.

de ses clients: leurs maisons sont plus solides, leurs conditions sanitaires et d'hygiène meilleures, et leur taux de scolarisation en augmentation. En même temps, les femmes exercent un pouvoir accru, combattent les formes traditionnelles de discrimination sexuelle et se mêlent de politique.

Certes, beaucoup reste encore à faire pour lutter contre la misère, l'inégalité et le sexisme au Bangladesh, mais la formule de microcrédit pratiquée par la Banque Grameen a prouvé l'efficacité de sa stratégie.

Mais la Grameen n'entend pas en rester là. Nous pensons que le microcrédit peut être un instrument décisif et radical dans la lutte pour l'élimination de la pauvreté. C'est ainsi que nous nous efforçons d'améliorer la productivité agricole par des méthodes d'exploitation intégrée respectueuses de l'environnement; nous encourageons l'essor des pêcheries; nous créons des débouchés aux Etats-Unis et en Europe pour les tisserands des campagnes en organisant l'exportation de vêtements taillés dans un tissu à carreaux que nous avons baptisé «Grameen».

L'UNESCO ET LA BANQUE GRAMEEN

L'UNESCO et la Banque Grameen ont signé en septembre 1995 un mémorandum d'accord où les deux organisations s'engagent à unir leurs efforts pour lutter contre la pauvreté dans leurs domaines de compétence respectifs.

Le rôle de l'UNESCO consiste à:

- concevoir un programme d'éducation pour aider les clients de la Banque Grameen et leur famille dans leurs entreprises;
- fournir à la banque l'assistance technique nécessaire à la création d'une société qui équipe déjà en radiotéléphones les paysannes pauvres du Bangladesh;
- apporter les connaissances technologiques utiles en matière d'exploitation de l'énergie solaire et d'autres énergies renouvelables;
- mettre sur pied des programmes et des ateliers de formation à l'intention des Etats membres qui souhaiteraient importer chez eux le modèle de la Banque Grameen. Un atelier pour les pays d'Asie centrale s'est déjà tenu à Bichpek (Kirghizistan) en mars 1996, suivi d'un voyage d'étude au Bangladesh;
- publier un dossier d'information (en français, anglais et espagnol) sur les buts, le fonctionnement et le succès de la Banque Grameen. ■

Nouvelles initiatives contre la pauvreté

Persuadés que les pauvres doivent bénéficier des technologies de pointe, nous travaillons à domestiquer l'énergie éolienne et solaire, et à étendre le réseau de télécommunications à tous les villages du Bangladesh — ceci sans passer par les grandes entreprises privées spécialisées. Le simple mécanisme du crédit permettra ainsi aux populations rurales les plus démunies d'être à la fois les propriétaires et les usagers de ces biens et services. ■

* *Le Courrier de l'UNESCO* a publié, dans son numéro de septembre 1995 (*Femmes, la moitié du ciel*), un entretien avec Muhammad Yunus consacré à la Banque Grameen. NDLR

INDONÉSIE: UN VASTE RÉSEAU

PAR MARGUERITE S. ROBINSON

Histoire d'un réseau microfinancier
qui bouleverse les idées reçues.

Il a suffi d'une vingtaine d'années à la Banque Rakyat d'Indonésie (BRI), banque commerciale d'Etat, pour faire la preuve, grâce à son réseau d'agences locales («Unit Desa»), qu'il est possible de satisfaire de façon rentable la demande de crédit des populations pauvres sur une grande échelle.

Banque rurale dès l'origine, la BRI a toujours eu pour vocation particulière de fonctionner comme crédit agricole. Au début des années 1970, elle a décidé de créer un réseau très dense d'agences (plus de 3 600 dans tout le pays) qui avait pour but de ventiler les prêts subventionnés par le gouvernement aux producteurs de riz.

Dans un premier temps, cette initiative a connu le même sort que beaucoup d'autres du même type dans d'autres pays. D'une part, ces prêts à faible taux d'intérêt profitèrent surtout aux notables qui avaient les relations nécessaires pour qu'ils leur soient attribués en priorité, tandis que les pauvres continuaient à se passer de crédit ou à recourir aux usuriers locaux, qui pratiquaient des taux d'intérêt bien

plus élevés. D'autre part, le programme accumulait les retards de remboursement et les pertes sèches.

Quelques années plus tard, les agences furent dotées de caisses d'épargne, mais l'écart entre les taux d'intérêt des prêts (12%) et ceux des dépôts (15%), fixés par le gouvernement, était trop négatif pour rentabiliser le fonctionnement de la banque et attirer l'épargne. Il devint bientôt évident qu'il faudrait changer de tactique ou renoncer.

Des idées toutes faites

A la fin des années 70, force fut de constater que les 3 600 agences de la BRI n'avaient réussi à attirer que 17 millions de dollars d'épargne. Pour le gouvernement et les milieux financiers, l'explication était simple: les populations rurales d'Indonésie n'avaient pas la «bosse des finances» et se méfiaient des banques. La suite devait prouver le contraire.

En juin 1983, le gouvernement lança un train de réformes financières très importantes, à commencer par le désencadrement du crédit. Désormais, chaque banque gouvernementale pouvait décider elle-même des taux qu'elle pratiquait pour le crédit et l'épargne. Cette mesure visait entre autres à créer un environnement favorable au redéploiement des activités de la BRI. Les agences chargées de ventiler les prêts subventionnés devaient fonctionner dorénavant sur une base commerciale, chaque agence devant rentabiliser ses opérations afin de permettre la mise en place d'un programme national de crédit rural à des taux d'intérêt commerciaux. Après une période d'ajustement initial, le programme devait s'autofinancer grâce à la mobilisation de l'épargne locale. Les agences des banques implantées en milieu rural purent ainsi offrir dès 1984 à leur clientèle un service de microcrédit sur une base commerciale qui fut ensuite (en 1989) étendu aux zones urbaines.

Une des nombreuses
agences de la Banque Rakyat
d'Indonésie.





© P. Laget, Paris

« On estime à 80% le nombre des foyers des pays en développement à n'avoir pas accès aux services des établissements financiers. »

UN ÉCART ÉNORME ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE

En dépit d'une demande pressante, on estime que plus de 80% des foyers des pays en développement n'ont pas accès aux établissements financiers, ce qui englobe bien entendu une immense majorité de pauvres. Deux raisons à cet écart énorme entre l'offre et la demande: ceux qui détiennent le pouvoir ignorent les besoins des pauvres, et ceux qui sont à l'écoute des pauvres ne détiennent aucun pouvoir.

Si les banquiers ignorent les besoins locaux en matière de microfinance, c'est d'une part qu'ils sont trop éloignés de la base et de l'autre qu'ils sont persuadés qu'il ne serait pas rentable pour eux de se lancer dans une telle entreprise.

Pour sa part, la BRI lança en janvier 1984 un nouveau programme de crédit agricole appelé KUPÉDES, complété en 1986 par un nouveau dispositif d'épargne qui offrait pour la première fois au niveau local les avantages conjugués de la sécurité, de la commodité, du secret bancaire, de la facilité de retrait de fonds et des rentrées d'argent. Ce dispositif, comme le crédit du KUPÉDES, était accessible à tous les habitants du pays à travers le réseau de la BRI. L'écart entre les taux d'intérêt des prêts et de l'épargne avait été judicieusement calculé pour couvrir tous les frais et rentabiliser l'opération de façon à dégager des bénéfices.

Le bilan de la BRI depuis 1984 est spectaculaire. A la fin 1985, elle disposait de plus de 2 milliards et demi de dollars de fonds en dépôts répartis entre 14 millions et demi de comptes d'épargne. Les crédits ouverts par KUPÉDES à quelque 2,3 millions d'emprunteurs représentaient près d'un milliard et demi de dollars, avec un taux de perte à long terme n'excédant pas 2,3%. Le taux de rentabilité des avoirs du réseau atteignait 6,5 % en 1995. Il faut dire que tous les prêts KUPÉDES s'appuient sur une base financière très solide — l'épargne des agences locales.

Dans un rapport de 1996, la Banque mondiale met en lumière les raisons de ce succès: «Le programme a réussi parce que les banques prêtaient au taux du marché, réinvestissaient leurs gains dans l'opération, maintenaient les frais de fonctionnement à un niveau très bas, et ont su créer des formules d'épargne propres à séduire la clientèle. La mobilisation de l'épargne rurale a eu pour effet, non seulement de constituer un fonds de roulement stable, mais de fixer l'épargne sur place, contribuant ►

En effet, nombreux sont les dirigeants politiques, les responsables financiers et les donateurs qui comprennent mal le mécanisme des marchés financiers locaux. Ils pensent, à tort, que le coût de prestations financières décentralisées est trop élevé pour des établissements bancaires non subventionnés et que de toute façon l'offre du secteur informel suffit à satisfaire les demandes.

Ignorance de la demande et conviction qu'il est économiquement irréaliste de la satisfaire: on comprend pourquoi le niveau global des opérations de microfinancement sur une base commerciale reste encore aujourd'hui trop bas. **M.R.**



Dans cet atelier de Bali (Indonésie), les tissus sont imprimés à la main.

- ainsi au développement rural. Les autres raisons du succès sont la simplicité des mécanismes de prêt, qui ont contribué à réduire les coûts, l'efficacité d'une gestion décentralisée mais parfaitement contrôlée et encadrée, et une excellente politique de formation et de motivation du personnel.»

Une expérience importante pour trois raisons

Premièrement, la preuve est faite que le microcrédit n'est pas obligatoirement cher et que les institutions financières peuvent fort bien généraliser ce type d'opération avec profit, sur une base décentralisée et avec un minimum de frais, en pratiquant des taux d'intérêt beaucoup plus avantageux que ceux des prêteurs traditionnels.

Il faut savoir que dans de nombreux pays en développement, les petits emprunteurs se voient couramment imposer des taux d'intérêt par mois de l'ordre de 5% à 40%, et même davantage, de la somme empruntée. Paradoxalement,

les prêteurs d'argent ont tendance à consentir des conditions plus avantageuses à leurs clients plus fortunés, et à réserver les plus lourdes aux pauvres, qui, eux, n'ont pas le choix. Pour sa part, la BRI pratique dans ses agences locales un taux d'intérêt qui n'excède pas 1,5% par mois, sans aucun frais supplémentaire si les délais de paiement sont respectés.

Pour être rentable, une institution pratiquant le microcrédit en milieu rural est évidemment tenue de pratiquer des taux d'intérêt plus élevés que ceux consentis par les grosses banques urbaines, ne serait-ce que pour financer les frais de fonctionnement des nombreuses agences et la multiplication des dossiers. Pourtant la BRI a prouvé qu'il était possible de pratiquer le microcrédit à des taux largement inférieurs à ceux habituellement proposés aux emprunteurs à faible revenu et de réaliser des bénéfices.

En deuxième lieu, l'expérience a permis de généraliser le crédit. Certes, de nombreuses banques des pays en développement pratiquent une politique de prêts subventionnés au niveau local, mais comme ces subventions dépendent de ressources budgétaires limitées, d'origine gouvernementale ou extérieure, le nombre des bénéficiaires est forcément restreint et ce sont en général les notables locaux plutôt que les pauvres qui profitent de cette forme de crédit bon marché. Or la double préoccupation de l'emprunteur qui négocie un microcrédit se résume en deux mots: accessibilité et coût. Les prêts subventionnés sont assortis de conditions qui excluent les pauvres;

Entreprise artisanale de textile financée par un emprunt souscrit à la Banque Rakyat d'Indonésie.



LE CRÉDIT: UN LEVIER PARMIDI'AUTRES

Le crédit est un outil très efficace, mais pour lutter contre la misère, il en faut d'autres. Le crédit devient un levier puissant lorsqu'on le met à la disposition de pauvres économiquement actifs. Quant aux plus démunis, à ceux qui souffrent de la faim, aux personnes âgées, aux malades, à ceux qui vivent dans des régions déshéritées ou qui viennent juste d'échapper à des catastrophes naturelles ou à des conflits, ils ont d'autres priorités: s'alimenter, se soigner, trouver un toit et du travail. **M.R.**



© Banque Rakyat d'Indonésie (BRI)

Le propriétaire de cette épicerie a bénéficié d'un prêt de la Banque Rakyat d'Indonésie (BRI).

quant aux prêteurs, s'ils ne posent pas de conditions, ils pratiquent le plus souvent des taux prohibitifs pour une petite entreprise.

Un système rentable

Enfin, l'expérience de la BRI prouve que la mobilisation de l'épargne volontaire est un gage de viabilité de l'institution. Les banques qui se lancent dans la microfinance sur une base commerciale ont tout intérêt à élaborer des propositions bien adaptées aux exigences des petits emprunteurs, notamment en matière d'épargne. En fixant un écart raisonnable entre les taux d'emprunt et d'épargne, elles peuvent rentrer dans leurs frais, payer le loyer de l'argent des prêts non subventionnés, réaliser un profit et contribuer au développement général. Ces institutions peuvent accéder à l'autosuffisance, car la preuve est faite qu'elles attirent une épargne populaire d'un volume considérable et que celle-ci, composée de petits dépôts en moyenne, n'en forme pas moins un ensemble solide et stable.

Encore faut-il que certaines conditions minimales soient réunies: dynamique de l'économie, stabilité politique, existence d'un cadre juridique et réglementaire approprié, développement des infrastructures et degré minimal de monétarisation de l'économie, enfin un environnement géographique propice. Dans ces conditions, l'institutionnalisation du microfinancement peut devenir rentable et atteindre une large clientèle.

L'existence des institutions de microfinan-

cement (MFI) va enfin à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle des subventions de l'extérieur sont nécessaires pour dynamiser le secteur informel des pays en développement. Les institutions qui gèrent les prêts subventionnés par des capitaux extérieurs, lorsqu'elles proposent leurs services sociaux et financiers sans chercher à canaliser l'épargne populaire, n'ont aucune chance d'accéder à l'autosuffisance. Certaines parviennent effectivement à offrir un crédit avantageux aux plus démunis avec un taux de remboursement relativement élevé. Mais ce type d'établissement est condamné à dépendre pour sa survie d'un apport continu et considérable de fonds fournis par les donateurs ou le gouvernement à un taux très bas. Or les besoins mondiaux en matière de microfinancement sont indiscutablement trop vastes pour être satisfaits par une telle approche. ■

TÉMOIGNAGES: «NOUS LES PAUVRES, NOUS AVONS PEUR DES BANQUES...»

Ce sont sans doute les clients des organismes de prêt qui ressentent et expriment le mieux le lien entre le microfinancement et le développement économique et social. Témoignages recueillis par l'auteur auprès de deux clients d'organismes de microfinancement d'Indonésie.

Un paysan de Java évoque les services d'épargne de la BRI:

«Avant il n'y avait pas autant d'offres d'emploi. On faisait des économies sous forme de cheptel ou de pièces d'or, et on gardait l'argent à la maison. Aujourd'hui on ne garde plus qu'une petite somme chez soi. Comme on travaille, on ne peut pas être toujours là, et puis, pour des raisons de sécurité, on dort mal quand on a de l'argent ou de l'or à la maison. On peut capitaliser en achetant des chèvres, mais au-delà de huit, cela demande trop de temps et les enfants qui pourraient les garder sont à l'école. De toute façon, nous avons assez d'économies pour acheter une vache par exemple, qui exige moins de travail que huit chèvres. Mais quand il faut payer l'école des enfants, on ne peut pas couper un morceau de la vache! Alors nous préférons mettre notre argent à la banque.»

Un vieux client du plus ancien établissement de microfinancement du pays, la Banque Dagang Bali (BDB), raconte son expérience:

«Je suis né pauvre et ne suis jamais allé à l'école, mais la banque m'a appris qu'elle m'aiderait si je voulais améliorer mon sort. Si je dis que le président de la BDB est un grand homme, ce n'est pas parce qu'il dirige une banque: il n'est pas le seul dans ce cas. C'est parce qu'il a compris que nous, les pauvres, nous avons peur des banques; et il nous a dit de ne pas avoir peur. Il nous a appris quelque chose d'important que nous ignorions, c'est que la BDB n'est pas un maître, comme nous le pensions, qu'elle est un serviteur.»

M.R.

AMÉRIQUE LATINE: RADIOGRAPHIE



© Alain Pinoges/CIRIC, Paris



© Alain Pinoges/CIRIC, Paris

BancoSol est devenue, en cinq ans, une banque commerciale spécialisée dans la microfinance

ACCION International est un organisme privé à but non lucratif basé aux Etats-Unis qui fournit actuellement une assistance technique à un réseau d'établissements de microcrédit dans treize pays d'Amérique latine et six grandes villes des Etats-Unis. En Amérique latine, le réseau regroupe dix-huit organisations indépendantes qui ont déboursé un milliard de dollars au cours des cinq dernières années sous forme de prêts d'une valeur moyenne inférieure à cinq cents dollars.

Trois des institutions les plus performantes rattachées à ACCION International, qui étaient au départ des organisations à but non

lucratif, sont devenues, ces cinq dernières années, des établissements de crédit parfaitement intégrés au système bancaire national, mais spécialisés dans le secteur de la micro-entreprise. Prenons l'exemple de BancoSol (Banco Solidario, S.A.), en Bolivie.

Naissance de la «Banque solidaire»

Au départ, en 1986, BancoSol était une association à but non lucratif cogérée par ACCION International — qui se chargeait de l'administration et fournissait le capital initial — et par les milieux d'affaire boliviens — qui apportaient le soutien logistique et leur connaissance du terrain. Cette association, baptisée PRODEM (Fondation pour la promotion et le développement de la micro-entreprise) avait pour but d'offrir aux travailleurs indépendants les plus démunis des possibilités de crédit et de formation pour élargir leurs perspectives d'emploi, d'encourager les investissements dans les micro-entreprises et d'accroître la rentabilité du secteur.

PRODEM commença par prêter de petites sommes à titre de fonds de roulement à des groupes d'entrepreneurs solidaires. Au bout de cinq ans, le programme avait consenti plus de 27 millions de dollars de prêts d'un montant moyen de 273 dollars, à plus de 13 300 entrepreneurs, dont 77% de femmes, avec un taux de remboursement voisin de 100% (sur les 27 millions de dollars, moins de 2 000 furent prêtés à fonds perdus).

Parmi les raisons de cette réussite, il faut mentionner le souci d'assurer un service de qualité, tant au niveau de la gestion financière qu'à celui de la formation du personnel, ainsi



© Alain Pinoges/CIRIC, Paris

Le patron de cette menuiserie a fait six emprunts à BancoSol en l'espace d'une année. Il a pu ainsi acheter plusieurs machines et embaucher d'autres ouvriers.



© Alain Pinoges/CIRIC, Paris

Agences locales de BancoSol à La Paz (Bolivie). Au centre, bureau d'information de l'agence du quartier de Garita. Sur l'affiche, à l'arrière-plan, on peut lire: «Je dois rembourser tous les lundis». A gauche et ci-contre, clientes à l'entrée et à l'intérieur de l'agence du quartier d'El Alto.

qu'un effort d'information très important. A la fin de 1991, le portefeuille de PRODEM représentait quatre millions de dollars, mais il était évident que, malgré le dynamisme du programme, seule une frange restreinte des bénéficiaires potentiels avait été atteinte.

Face à cette énorme demande, les responsables de PRODEM, soucieux d'offrir un service d'épargne à ses clients et d'avoir en même temps accès au marché des capitaux pour financer ses opérations, prirent l'initiative sans précédent de passer du statut d'association à but non lucratif à celui de banque privée de dépôt et de crédit spécialisée dans la microfinance.

La transition, amorcée en 1989, allait prendre

Cette marchande des quatre saisons a obtenu de BancoSol huit prêts en quatre ans, le dernier 50 fois plus important que le premier (quartier d'El Alto, à La Paz, en Bolivie).



© Alain Pinoges/CIRIC, Paris

deux ans: il fallait, en effet, constituer le capital social exigé par la loi bolivienne, mettre en place les structures financières nécessaires, faire des prévisions de rentabilité, former du personnel et entrer en conformité avec les critères de la Commission bancaire de Bolivie.

BancoSol a ouvert ses portes en 1992 avec pour principal actionnaire PRODEM, qui avait converti en actions ses quatre millions de dollars de capital. Parmi les autres actionnaires figuraient ACCION International, la fondation Calmeadow (du Canada), qui avait largement contribué à la mise sur pied de la banque, Fundes (de Suisse) et ICC, la branche privée de la Banque interaméricaine de développement (IDB).

Un succès éclatant

Après quatre années d'activité, BancoSol compte 29 agences et près de 70 000 clients, soit 40% de la clientèle bancaire du pays. Il est amusant de noter qu'alors que les pertes de la banque restent extrêmement faibles (BancoSol a enregistré en 1994 le meilleur taux de rendement des actifs de toutes les banques du pays), ses clients — en majorité des Indiens et pour la plupart des femmes empruntant de toutes petites sommes — sont considérés comme insolvable par les autres établissements.

Aujourd'hui, BancoSol dispose d'un portefeuille de quelque 35 millions de dollars, dont un quart environ sous forme de dépôts d'épargnants, et les prêts consentis chaque année s'élèvent à 80 millions de dollars, en général pour des sommes inférieures à 600 dollars et à court terme. La banque entend bien parvenir un jour à couvrir l'ensemble du pays, développer l'épargne et continuer à présenter un bilan positif tout en restant au service d'une population qui n'avait jamais eu accès à des services financiers auparavant.

L'exemple de BancoSol est d'ailleurs contagieux dans le pays. La Commission bancaire nationale a créé, en 1994, un nouveau type d'institution bancaire agréé pour permettre à d'autres organismes d'aide financièrement sains d'accéder au statut de banque à part entière et d'étendre ainsi leurs activités au secteur de la micro-entreprise. Dans d'autres pays, des organismes comme le Programme d'entreprise rurale du Kenya (K-REP), Accion Comunitaria au Pérou et GENESIS au Guatemala s'efforcent d'adapter les enseignements tirés de l'expérience de BancoSol à leur contexte spécifique et envisagent à leur tour de devenir, dans un délai de deux ans, des établissements financiers agréés spécialisés dans la microfinance. ■

ENTREPRENDRE EN AFRIQUE

PAR KIMANTHI MUTUA



© J.-P. Degès et M.-F. Ferré/Asi Images, Paris

En Afrique, la microfinance est née de la rencontre des activités économiques informelles et de l'action des organismes d'aide au développement. Son expansion dépend d'un cadre législatif encore quasi inexistant.

Ci-dessus, tontine de femmes au Cameroun. Cette association financière, fondée sur la confiance et la parole, permet de se lancer dans les affaires.

Fondé en 1984, le Programme d'entreprise rurale du Kenya (K-REP) est devenu l'une des plus importantes institutions africaines de microfinance. Il a distribué à ce jour plus de 50 000 prêts pour une valeur globale de 17 millions de dollars. Financièrement viable, il a récemment entrepris de se convertir en établissement bancaire commercial. Cette conversion, pour laquelle ont opté d'autres institutions de microfinancement (MFI) en Afrique, leur permet d'emprunter l'argent dont elles ont besoin sur le marché officiel des capitaux et de ne plus dépendre des bailleurs de fonds.

Une nouvelle stratégie

Au départ, la microfinance était surtout l'affaire d'organismes d'action sociale qui se souciaient assez peu de la viabilité financière des entreprises qu'elles subventionnaient. Les projets mis en place ne touchaient qu'un minorité de gens et furent critiqués pour leur manque de résultats probants, ce qui n'avait rien d'étonnant puisqu'ils ne s'inscrivaient dans aucune stratégie d'ensemble.

Par la suite, les MFI africaines s'inspirèrent

des expériences faites dans ce domaine sur d'autres continents, en Asie et en Amérique latine notamment, où des systèmes fondés sur le prêt collectif se mettaient en place, et cherchèrent à en adapter le mode de fonctionnement au contexte africain. D'où un changement radical de méthode, qui entraîna la séparation des programmes d'aide financière de ceux de formation et d'assistance techniques. Cette nouvelle approche, exclusivement financière, est désormais la règle dans toutes les MFI d'Afrique, y compris au K-REP.

A ses débuts, le K-REP soutenait des projets de microfinancement incorporés après-coup à des programmes d'action sociale: il fournissait les fonds, la formation et l'assistance technique nécessaires. A la longue, il devint évident que les organismes d'aide sociale et humanitaire avaient du mal à s'adapter à une approche exclusivement financière des problèmes et que la combinaison «prêt plus formation à l'entreprise» ne donnait que de maigres résultats.

Le K-REP a donc opté en 1989 pour une nouvelle stratégie et choisi de ne plus subventionner les projets des organisations d'aide au développement, mais de leur octroyer des

prêts, ce qui devait finalement aboutir à la mise en place de son propre système de crédit direct: *Juhudi Chikola*.

Une vaste panoplie

Lors de sa conversion en banque commerciale, le K-REP a choisi de poursuivre parallèlement ses autres activités d'aide sociale, estimant d'une part — après s'être posé la question — que leurs buts n'étaient pas incompatibles avec ceux d'une banque commerciale, et d'autre part que la microfinance était loin d'être une panacée aux problèmes de développement. Les limites de l'aide à la création de micro-entreprises apparaissent vite quand on atteint les couches les plus pauvres de la population, pour lesquelles il faut alors imaginer d'autres instruments et produits financiers que ceux qui existent déjà. Or, si une banque spécialisée dans la microfinance peut fournir un certain nombre de ces services (prêts à finalité domestique, sanitaire ou éducative), il en est d'autres qui ne sont pas de son ressort (assurance-maladie ou crédit foncier à des taux abordables). Le K-REP cherche donc moins à devenir une banque commerciale qu'à se servir du système bancaire classique pour pallier un manque que celui-ci n'a jamais su ou voulu combler.

Les MFI africaines ont développé sur tout le continent une grande variété de méthodes et de systèmes au sein desquels les choix faits par le K-REP figurent en bonne place. Outre les groupes d'emprunteurs solidaires et les coopératives d'épargne et de crédit, d'autres formes d'asso-

ciation à fonds communs ont fait la preuve de leur efficacité (tontines en Afrique de l'Ouest, chiolas au Kenya, stockvels en Afrique du Sud). En Egypte, l'Association des hommes d'affaires d'Alexandrie a mis au point un système de microcrédit qui s'appuie à la fois sur la rigueur de la loi et sur le déshonneur qui marque celui qui n'honore pas ses billets à ordre. En Afrique occidentale, centrale et orientale, le système des banques villageoises — qui sont des associations de crédit gérées à l'échelon communautaire — ont aussi fait la preuve de leur efficacité.

Aujourd'hui, un certain nombre de jeunes organismes de microfinancement ont entrepris, quand ce n'est déjà fait, de devenir des institutions commerciales à part entière: la Banque du Centenaire en Ouganda, la Banque Communautaire en Afrique du Sud, l'Epargne Citadine au Ghana et la Banque du Peuple au Nigéria. Une législation propre à la microfinance existe déjà en Gambie et des projets de loi sont en préparation dans de nombreux pays francophones d'Afrique de l'Ouest. En Afrique du Sud, les MFI ont fait un pas de plus en avant en instituant leur propre Commission bancaire.

Un cadre législatif est vital pour deux raisons: il favorise le développement des entreprises et légitime une pratique que beaucoup perçoivent encore comme une action ponctuelle entre un bailleur de fonds et un client totalement dépendant. Il faut aussi ajouter que ce secteur de la finance a attiré beaucoup de murgoullins qui, en l'absence d'une réglementation, risquent de le pourrir de l'intérieur. ■



◀ **G**roupe d'assistance mutuelle entre femmes à Soweto, en Afrique du Sud.



Cette styliste camerounaise ► emploie douze hommes dans ses ateliers de confection.



◀ **M**oulin à grain appartenant à une coopérative de femmes du Mali. Acheté à crédit, il est remboursé peu à peu avec l'argent qu'elles gagnent en moulant le grain des autres.



Réunion de groupe pour ► débattre de projets de microfinancement, au Kenya.

© Gisèle Wulfson/Panos Pictures, Londres

© Ron Gung/Panos Pictures, Londres

© J.-P. Degas et M. F. Parra/Ask Images, Paris

© Betty Press/Panos Pictures, Londres

LA SOLIDARITÉ COMMENCE AU VILLAGE

PAR RUPERT SCOFIELD

En Amérique latine, en Afrique, en Asie, les «banques villageoises» de la FINCA sont des structures décentralisées et autonomes. La simplicité de leurs formules de financement fait leur succès.

AU HONDURAS

Depuis toujours, les paysannes du village de Siguatepeque, au centre du Honduras, fabriquent des poteries qu'on peut acheter au bord de la route qui relie Tegucigalpa, la capitale, à San Pedro Sula, dans le nord du pays: pots de fleurs, vases, assiettes et éléments de décor en forme d'animaux variés.

Il y a six ans, ces femmes travaillaient pour

un intermédiaire — appelons-le Don Alejandro — qui leur achetait leur production pour la revendre à un grossiste qui alimentait les marchés de la capitale. Ces femmes, pauvres et inorganisées, revendaient leurs poteries, au fur et à mesure qu'elles les fabriquaient, à un prix dérisoire par rapport à celui que payaient les touristes. Elles n'avaient pas le choix, car elles avaient besoin de cet argent pour manger.

Et puis en 1990, comme je cherchais un



Organisées en collectif d'entreprise, ces femmes Kaabong d'Ouganda se bâtissent un local avec des briques de leur propre fabrication. Elles reçoivent une aide du Programme alimentaire mondial (PAM).

endroit pour implanter la première banque villageoise de la Fondation internationale pour l'assistance communautaire (FINCA), au Honduras, quelqu'un m'a parlé de Siguatepeque. La première réunion s'est tenue devant une trentaine de femmes dans la maison de Don Alejandro. Celui-ci a été un peu vexé quand je lui ai dit que je souhaitais traiter uniquement avec les femmes, mais il s'est montré beau joueur. Ce que je leur proposais était de leur prêter à chacune 50 dollars américains qu'elles utiliseraient comme bon leur semblerait et rembourseraient à la FINCA quatre mois plus tard à un taux d'intérêt mensuel de 3%. L'autre condition était qu'elles devaient économiser 20% de la somme prêtée, soit 10 dollars.

J'avais pensé que certaines des femmes s'en iraient, ou protesteraient contre ces conditions, mais toutes sont restées à m'écouter, en hochant gravement la tête d'un air approbateur. Je me suis bien gardé de leur dire que c'était seulement ma deuxième expérience de création d'une banque villageoise. Mais cela n'avait pas d'importance, comme je l'ai découvert pendant cette réunion et les suivantes. Chaque fois, les femmes comprenaient, comme si ce système était l'évidence même.

A l'époque, la FINCA n'ayant que des moyens limités, je ne pus retourner moi-même au village pour suivre l'affaire. Heureusement, le manuel que j'avais laissé en partant était tombé entre les mains d'une volontaire très dynamique, et un mois plus tard je recevais la lettre suivante: «Cher monsieur Scofield, une volontaire nous a aidé à organiser notre banque villageoise, que nous avons décidé d'appeler les «Arbres de l'avenir» («Pinos del Porvenir»). Nous avons tenu quatre réunions et nous savons maintenant comment la banque fonctionne. Pouvez-vous nous envoyer un chèque de 1 500 dollars?».

Quand je suis retourné, quatre mois plus tard à Siguatepeque, la première chose que j'ai remarquée lorsque nous nous sommes réunis à nouveau, c'est le changement d'attitude. Toutes les femmes avaient le sourire. En consultant les livrets, j'ai constaté que les comptes étaient à jour et que le groupe avait déjà économisé près de 1 000 dollars en trois mois. A mon grand étonnement, toutes les femmes m'ont déclaré que l'argent leur avait servi à acheter de quoi manger. «Mais comment avez-vous fait pour rembourser les prêts?», leur ai-je alors demandé. La présidente, Graciela, m'a expliqué qu'elles avaient réussi à constituer une réserve alimentaire d'un mois. Au lieu de devoir vendre leurs poteries au jour le jour, elles avaient stocké la production d'un mois de travail et attendu, pour la vendre à Don Alejandro et aux autres intermédiaires, que les prix soient plus favorables. La banque villageoise leur avait permis de maîtriser les conditions du marché.



© FINCA, Washington, D.C.

L'heureuse bénéficiaire d'un prêt d'une banque villageoise en Ouganda. La FINCA opère dans ce pays depuis 1992.

Aujourd'hui, les «Arbres de l'avenir» est une association indépendante de la FINCA et gère plusieurs milliers de dollars de fonds d'épargne qui servent à financer les prêts consentis à ses membres. Les femmes ne passent plus par des intermédiaires: elles ont ouvert une boutique pour vendre leurs poteries.

Entre-temps, FINCA-Honduras est devenu un établissement de crédit autofinancé qui prête de l'argent à 13 000 emprunteurs à faible revenu dans l'ensemble du pays. L'expérience des femmes de Siguatepeque a été reproduite bien des fois; certaines clientes de la banque villageoise ont même fini par «accéder» à la clientèle de la banque commerciale locale.

Parmi les leçons à tirer de l'expérience de Siguatepeque, nous retenons surtout le fait qu'un simple prêt de 50 dollars peut suffire à amorcer un processus de développement individuel ou collectif qui débouche très vite sur l'autosuffisance. La deuxième idée, c'est que les emprunteurs, du fait qu'ils connaissent beaucoup mieux la situation locale, sont plus qualifiés que les «experts» extérieurs pour décider de l'utilisation du prêt. Troisièmement, cette forme de microcrédit villageois favorise l'autosuffisance non seulement au niveau individuel et communautaire, mais à l'échelle du pays tout entier. Si l'on appliquait cette formule systématiquement dans le monde, le combat contre la misère dans laquelle se débattent actuellement des millions de personnes ne serait peut-être pas aussi désespéré que certains le croient.

■ AU PÉROU

La banque villageoise «Unión y Progreso» est implantée dans un bidonville mal famé du sud de la capitale du Pérou, Lima. Comme tant d'autres «villes nouvelles» de la périphérie, ►

► celle-ci est née de l'afflux des paysans chassés de chez eux par les exactions des guérilleros du «Sentier lumineux» et l'érosion rapide des hauts plateaux andins qui rend l'agriculture de moins en moins rentable. L'extérieur ne paie pas de mine: une baraque de planches, de carton et de tôle ondulée avec de grosses pierres sur le toit pour éviter qu'il ne s'envole sous l'effet du vent; des tessons de bouteille, du fil de fer barbelé et des clous en haut des murs pour décourager les cambrioleurs.

A l'intérieur, la présidente et la trésorière présentent leur rapport financier à l'aide de deux grandes feuilles de papier sur lesquelles quelques chiffres sont écrits au feutre rouge. Il en ressort qu'en deux ans, les 18 membres du groupe ont réussi à économiser 12 322 dollars, soit près de 700 dollars par personne. En réinvestissant cette épargne dans de nouveaux prêts, la banque a pu ouvrir 55 278 dollars de crédits supplémentaires, dont les intérêts ont rapporté 1 100 dollars. Bilan positif pour un établissement qui avait commencé deux ans plus tôt avec un capital de 7 200 dollars empruntés à FINCA-Pérou!

Les amendes perçues pour tout retard dans le remboursement des échéances constituent une autre source de revenus. Tout retard est sanctionné par une amende de 10 soles (environ 4,5 dollars) qui alimente une caisse que se partagent les clients ponctuels. Ce sont les femmes elles-mêmes qui ont inventé cette version ingénieuse de la carotte et du bâton, sûrement plus motivante que l'approche répressive traditionnelle des banques classiques (les amendes aux mauvais payeurs, sans profit pour les bons). J'aimerais que cette idée s'étende aux 3 000 banques villageoises du réseau FINCA. D'ailleurs, c'est presque toujours de la base que sont venues les meilleures idées. Le «compte à circulation interne»—l'épargne est réinvestie entre les épargnants du village sous forme de nouveaux prêts— a été inventé par les villageoises de la banque de Sasabe, au Mexique.

Après l'exposé du bilan, c'est au tour des membres d'intervenir. J'écoute le témoignage de Maria Ponte, 65 ans, qui quitte la banque pour retourner vivre avec son fils à Puno, dans les Andes. Elle remercie FINCA-Pérou, la banque, et les membres d'«Unión y Progreso» qui l'ont aidée et lui ont fait confiance. «Avant, j'étais maigre comme un clou, mais maintenant, j'ai de la viande sur les os, dit-elle en se pinçant le biceps. J'ai 683 dollars d'économie, j'ai les moyens d'acheter des vitamines. Dire que je tremblais de peur quand j'ai reçu mon premier prêt de la FINCA! Au cours du dernier exercice, j'ai emprunté et remboursé 1 867 dollars en quatre mois. La FINCA m'a appris à économiser et à emprunter!»

Avec un volume d'épargne moyen de 281, 57 dollars par membre, le Pérou est le pays

où la FINCA enregistre le meilleur rapport épargne-prêt de tout le réseau. En tout, les 68 000 membres de la FINCA ont économisé 3,6 millions de dollars en dix ans, avec une progression de 80% en deux ans. Cet argent n'a pas été envoyé dans des comptes bancaires de Lima, de Miami ou de Suisse: il est resté à disposition des plus pauvres et a servi à créer des emplois et des revenus au «niveau-plancher» de l'économie. Ce qui prouve que la micro-entreprise peut être un puissant moteur de formation du capital, cette «locomotive du développement».

À EL SALVADOR

En 1991, Maribel Escobar Avalos était dans une situation quasi désespérée: ayant vu sa maison détruite à deux reprises, en 1985 par un tremblement de terre et en 1989 par la guérilla, elle ne possédait à peu près rien d'autre que les habits qu'elle portait, alors qu'elle avait huit personnes à charge: ses trois enfants, leur père au chômage, son propre père âgé de 73 ans, son frère invalide, un gendre et une nièce. Mais Maribel avait appris de sa mère les ficelles du commerce sur les marchés d'El Salvador. Avec beaucoup de courage, elle vendit le peu qu'elle avait pour acheter à crédit un lopin de terre à El Sunsa, ville située dans l'ouest du pays.

La première année fut extrêmement difficile. Totalement privée de ressources, la famille se serrait dans une espèce de cahute de planches au toit de palmes, avec souvent pour tout repas une soupe aux herbes sauvages.

C'est alors que Maribel entendit parler du Centre FINCA d'aide à la micro-entreprise. Grâce au Centre, elle put emprunter (pour la

Epicierie financée par un prêt de la FINCA, au Honduras. La branche hondurienne de la FINCA est la seconde en importance de la fondation.



© FINCA, Washington, D.C.

première fois de sa vie) la somme de 50 dollars qui lui servit à acheter des fripes qu'elle revendit. Peu à peu, à force de courage et d'ingéniosité, elle réussit à contracter de nouveaux prêts et commença à diversifier ses activités, ouvrant une épicerie, puis un restaurant, pour devenir, en fin de compte, le fournisseur de fruits et légumes des centres commerçants de la ville. Aujourd'hui, l'entreprise emploie toute la famille, et Maribel a déjà économisé 805 dollars à la banque villageoise. La bicoque a fait place à une belle maison en briques de quatre pièces qui abrite la boutique et le restaurant, avec une enseigne au néon sur la façade.

Tout en préparant ses enfants pour l'école (elle-même n'a jamais pu terminer sa scolarité), Maribel explique la raison de son succès: «Toute ma vie, j'ai travaillé dur, levée à cinq heures du matin, couchée à neuf heures. La différence, c'est qu'aujourd'hui je peux épargner. Plus on économise, plus on peut emprunter. Plus on emprunte, plus on vend, et plus on gagne d'argent.»

EN OUGANDA

Jusqu'en 1992, les femmes de Kimantu, village situé dans le sud-est de l'Ouganda, près des sources du Nil, n'avaient encore jamais possédé d'argent personnel, ni géré leur propre entreprise, ni, à plus forte raison, obtenu un crédit. Pour la moindre somme, même pour nourrir leurs enfants, elles devaient s'adresser à leur mari. Quand je suis venu leur parler de la FINCA, une des femmes du village m'a demandé combien la banque villageoise pouvait leur prêter. «Pas plus de 50 000 shillings» (soit 50 dollars) ai-je répondu avec un peu d'appréhension. En effet, le directeur d'une autre organisation non gouvernementale implantée dans le pays m'avait assuré qu'on me rirait au nez si je proposais une somme aussi dérisoire.

Aussitôt, j'ai vu mon interlocutrice changer de visage, mais pas du tout pour la raison prévue: 50 000 shillings lui semblaient une somme si énorme qu'elle n'imaginait pas pouvoir la rembourser un jour. Finalement, elle se laissa convaincre d'accepter le montant du prêt, à condition de le partager avec une amie.

Quand je suis revenu à Kimantu quatre mois plus tard, j'ai trouvé un village transformé. Toutes les femmes avaient remboursé leur dette dans les délais voulus et économisé plus que les 20% requis. «Ce qui me plaît surtout dans la banque villageoise, me dit l'une d'elles, c'est que j'ai appris à créer une entreprise et à faire des gains.» Quant à la femme qui avait eu peur d'emprunter 50 000 shillings, elle m'annonça fièrement qu'elle allait en emprunter le double.

Les hommes du village, sceptiques au départ, étaient à présent convaincus, comme



© Bill Weaver, FINCA, Washington, D.C.

La trésorière d'une banque villageoise du Kirghizistan, en Asie centrale. Fin 1995, la FINCA avait établi 14 banques villageoises dans la région de Bichpek, la capitale.

me le confirma le chef: «Quand les femmes ont commencé à se réunir, nous étions inquiets; nous pensions qu'elles voulaient nous quitter. Mais quand nous avons vu qu'elles gagnaient de l'argent et qu'elles ne venaient plus nous en demander pour acheter du sel ou payer l'école des gosses, nous avons compris que la banque villageoise était une bonne chose. Mais il y a une question que je voudrais vous poser, M. Scofield...» Et il ajouta avec un sourire: «Ne pourriez-vous pas créer aussi une banque pour nous, les hommes?»

Un peu partout en Ouganda, le sida a fait des ravages et de nombreuses familles sont touchées. Disparition du père, de la mère, et parfois des enfants; mais le plus souvent ceux-ci se retrouvent orphelins et sont pris en charge par les autres villageois. C'est ainsi que bon nombre de membres de nos banques villageoises sont amenées à s'occuper, en plus des leurs, des enfants de proches ou de voisins fauchés par le mal. Le spectacle de ces mères adoptives aussi courageuses que généreuses est à la fois tragique et exaltant. Comme me le disait quelqu'un: «Les femmes qui sont ▶

- membres de la banque villageoise semblent être les plus responsables: c'est normal que les gens pensent à elles pour s'occuper des enfants qu'ils vont laisser derrière eux.»

AU KIRGHIZISTAN

La formule de la micro-entreprise peut-elle réussir dans un pays où, récemment encore, l'entreprise privée était officiellement mal vue, condamnée, voire interdite? En 1994, la FINCA a créé, en Asie centrale, les premières banques villageoises du Kirghizistan devenu indépendant, à Bichkek, la capitale.

Au pied du massif de l'Himalaya, la ville de Bichkek émerge d'une longue torpeur économique après avoir vécu pendant des décennies des subventions du régime soviétique. Actuellement, on estime à 15% le nombre des chômeurs; ce n'est sans doute qu'un début, compte tenu du nombre d'entreprises d'Etat en voie de privatisation ou acculées à la faillite. De plus en plus, la population est amenée à se débrouiller pour compléter, ou remplacer, les maigres salaires du secteur public.

Aujourd'hui, c'est la distribution du premier prêt à la banque villageoise Bereke (Bénédiction). Nos banques du Kirghizistan sont plus petites qu'ailleurs, ce qui traduit en partie la défiance mutuelle des membres, qui n'ont, pour la plupart, jamais géré une entreprise de leur vie. A la FINCA, nous avons appris à respecter les décisions des gens en ce qui concerne le choix des membres ou l'attribution des prêts, car ils sont mieux informés que nous de ce qui se passe sur place. En l'occurrence, les quinze bénéficiaires ont décidé de consacrer le montant de leur prêt à l'achat de marchandises qu'ils revendront sur le marché local. On a organisé pour nous un banquet dans la maison du président de la banque. Nous sommes assis sur un magnifique tapis; d'autres décorent les murs de leurs motifs splendides. Ces tapis fabriqués artisanalement valent ici moins de 10 dollars pièce et au moins dix fois plus à l'étranger.

La réunion débute avec l'élection du bureau — président, trésorier et secrétaire — selon les règles de la démocratie. Le président suit le même ordre du jour que dans toutes les autres banques de la FINCA: rapport financier, approbation et remise des prêts, collecte des cotisations et de l'épargne. En dehors de la taille plus réduite des groupes d'épargnants, nous n'avons pas eu d'efforts à faire pour adapter notre formule au contexte kirghiz. On nous avait dit que le microcrédit n'intéresserait à peu près personne ici; en fait, la demande est considérable. Certes, FINCA-Kirghizistan ne compte encore que 2 300 membres, mais avec le bouche à oreille, ce mouvement peut fort bien s'amplifier dans ce pays de cinq millions d'habitants. ■

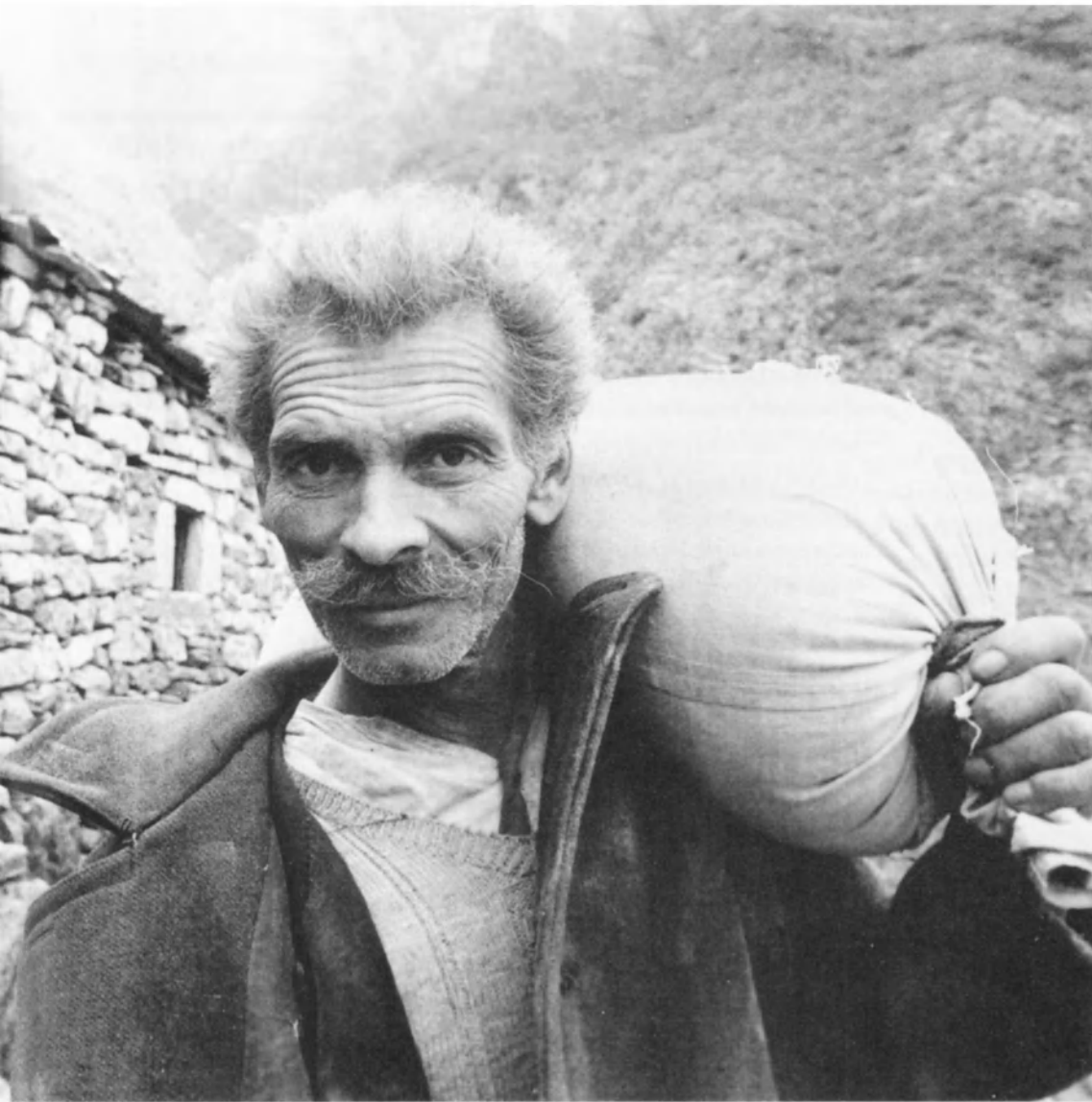


TROIS EXEMPLES DE

Au Nord comme au Sud, la microfinance dépasse l'approche purement économique du prêt monétaire. Elle a une fonction d'intégration sociale.

Dans les pays industrialisés, le salariat est la forme d'emploi reconnue comme dominante. Pourtant, depuis le début des années 1980, dans un contexte de crise économique et de chômage aigus, la part du travail indépendant n'a cessé de croître. Le microcrédit est un outil de développement pour ce secteur de l'emploi.

L'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) a été créée en France en 1990. Soutenue dès le début par quelques fon-



En Albanie, le réseau des Fonds villageois de crédit est en pleine expansion. Les comités de gestion sont élus par les paysans.

© Rhodri Jones/Panos Pictures, Londres

MICROCRÉDIT EN EUROPE

PAR MARIA NOWAK

dations privées, l'Etat et l'Union européenne, l'ADIE a financé à ce jour plus de 2 500 micro-entreprises créées par des chômeurs et des allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI*). Elle a créé des délégations dans 14 régions du pays et travaille en partenariat avec des banques d'économie sociale comme le Crédit mutuel et le Crédit municipal.

Près de 40% des clients de l'ADIE n'ont pas de formation professionnelle achevée et environ 10% sont presque illettrés. Mais tous ont

acquis, à travers des parcours difficiles, une capacité d'entreprise et d'énergie qu'aucune école ne saurait enseigner. Si certains exercent des métiers associés de tout temps à la pauvreté (camelots, ferrailleurs), d'autres exploitent judicieusement les possibilités offertes par les technologies modernes (télésecrétariat à domicile, par exemple).

Mais ce qui les différencie le plus des petits entrepreneurs des pays du Sud est la complexité des réglementations et la lourdeur des charges sociales auxquelles ils doivent faire face. En effet, la protection sociale des groupes les plus vulnérables tend à décourager les entrepreneurs potentiels de se lancer dans l'aventure.

Pourtant, aider un chômeur à créer de façon permanente son propre emploi coûte trois fois moins cher à l'Etat que de le soutenir pendant un an à ne rien faire. Le microcrédit, tel ▶

* Le RMI est une indemnité différentielle versée par l'Etat aux personnes de plus de 25 ans n'ayant pas d'autres ressources. NDA

► qu'il est pratiqué en France, est un instrument au service de l'autopromotion des exclus.

En Albanie, le démantèlement des coopératives et des fermes d'Etat, commencé en 1992, a permis aux paysans de se retrouver à la tête d'exploitations personnelles de 1,4 hectare en moyenne, mais sans outils ni intrants agricoles.

Dans le cadre du Projet de lutte contre la pauvreté financé par la Banque mondiale et l'Aide internationale, des Fonds villageois de crédit ont vu le jour, visant à injecter des ressources dans le milieu rural et à reconstruire l'identité du village détruite par le régime communiste.

Ces Fonds, gérés par un comité élu par les paysans, distribuent les prêts et assurent la collecte des remboursements avec le soutien du Fonds albanais pour le développement. Ils ont distribué à ce jour 8 000 prêts, dont le montant moyen est passé progressivement de 200 à 400 dollars, avec un taux de remboursement de 99,5%.

Bien que ce réseau ne couvre encore que 5% des villages albanais, il est en pleine expansion. Une loi sur les associations d'épargne-crédit votée en avril 1996 leur permet désormais de collecter également l'épargne. Le succès rencontré en zone rurale a convaincu le gouvernement d'étendre l'aide au microcrédit en zone urbaine, où les prêts se montent à 2 000 dollars en moyenne et sont consentis sur une base individuelle.

Au-delà du financement lui-même, le microcrédit permet, dans les pays anciennement socialistes, la décentralisation des décisions. Il privatise l'économie à la base, favorise l'apparition de

nouveaux entrepreneurs et facilite la transition vers une économie de marché.

Un instrument d'avenir

La Bosnie-Herzégovine cumule les difficultés liées à une économie de transition et celles dues à une économie dévastée par la guerre. Le chômage atteint 64% de la population active et près de 80% de l'ensemble de la population vit de l'aide humanitaire.

Pour faciliter le passage de l'aide humanitaire à l'activité économique, la Banque mondiale a lancé à Tuzla un projet pilote de soutien aux initiatives locales. S'appuyant sur les organisations non gouvernementales qui ont cherché à aider la population civile pendant la guerre, il vise notamment les personnes déplacées, les soldats démobilisés, les petits paysans et les chômeurs.

Les prêts vont de 300 à 6 000 dollars suivant les projets et les capacités des emprunteurs. Dans les centres de réfugiés, ils permettent aux femmes seules avec des enfants de louer une parcelle de terrain pour y planter des pommes de terre, d'acheter une vache ou une chèvre, de tricoter ou de broder. Dans les villages, ils financent des activités d'artisanat ou de commerce qui viennent, la plupart du temps, compléter un revenu agricole insuffisant. En ville, où le marché est plus important, ils permettent de monter ou de relancer des micro-entreprises en créant plusieurs emplois. Dans un pays sortant de guerre, le microcrédit est un moyen concret de se tourner vers l'avenir. ■

A gauche, cet homme fabrique à Bordeaux (France) de fausses armures anciennes pour les troupes de théâtre. Il a pu créer sa propre entreprise grâce à un prêt de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

Ci-dessous, dépossédée par la guerre en ex-Yougoslavie, cette femme a obtenu un prêt dans le cadre du projet pilote de Tuzla. Elle a acheté des chèvres dont elle vend le lait pour faire vivre sa famille.



© Philippe Lissac/CIRIC, Paris



© ADIE, Paris

Sommet sur le microcrédit

Washington (Etats-Unis)
(du 2 au 4 février 1997)

Le Sommet sur le microcrédit adoptera un plan d'action et lancera une campagne de neuf ans pour que 100 millions de personnes (et tout particulièrement les femmes) parmi les familles les plus pauvres du monde puissent créer leur propre emploi grâce au microfinancement d'ici à l'an 2005.

Ce Sommet réunira tous les secteurs de la société mondiale — public, privé et bénévole — et définira un programme d'action concret et détaillé pour chaque institution.

Renseignements: Microcredit Summit, 236 Massachusetts Avenue, NE, Suite 300, Washington, DC 20002, Etats-Unis. Téléphone: (1-202) 546-1900. Télécopie: (1-202) 546 3228. Courrier électronique: microcredit@igc.apc.org

Pour en savoir plus:

Maximizing the Outreach of Microenterprise Finance. An Analysis of Successful Microfinance Programs. Rapport d'évaluation du programme et des opérations de USAID n°10, août 1995.

The New World of Microenterprise Finance: Building Healthy Financial Institutions for the Poor, sous la direction de María Otero et Elisabeth Rhyne, 1994.

«Inventaire mondial des institutions de microfinancement», banque de données du groupe d'Action pour la viabilité financière des entreprises des pauvres, une émanation de la Banque mondiale. Contact: Ms Laura Gomez, télécopie: (202) 522-1662. Courrier électronique: lgomez@worldbank.org

Focus, lettre d'information du Comité consultatif pour l'assistance aux plus pauvres (CGAP). Cette publication décrit et analyse les meilleurs systèmes d'aide au financement des micro-entreprises. Secrétariat: 1818 H Street, N. W., Washington, DC 20433, Etats-Unis. Téléphone: (1-202) 473-9594. Télécopie: (1-202) 522-33744. Courrier électronique: project@worldbank.org

La pauvreté est généralement considérée comme la situation découlant d'un revenu insuffisant. On part en effet du principe que le bien-être matériel des individus dépend essentiellement du revenu. Ainsi, si l'on considère que le seuil de pauvreté s'établit à un dollar par jour, 33% de la population des pays en développement (soit 1,3 milliard de personnes) sont pauvres. Près de la moitié (plus de 550 millions de personnes) de ces pauvres vivent en Asie du Sud, 215 millions en Afrique sub-saharienne et 150 millions en Amérique latine.

La «pauvreté en termes de revenu» (ou pauvreté monétaire) ne constitue cependant qu'une partie du problème. De même que le développement humain dépasse largement le cadre du revenu pour s'attacher à d'autres aspects de la vie humaine, la pauvreté doit être perçue comme un phénomène à facettes multiples.

Le Rapport 1996 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) introduit une mesure multidimensionnelle de la détresse humaine: l'indicateur de pénurie de capacité (IPC). Conçu pour compléter les critères de mesure monétaire de la pauvreté, cet indicateur se concentre sur les potentialités humaines, dans le même esprit que l'indicateur composite du développement humain (IDH). Néanmoins, plutôt que de mesurer la valeur moyenne de ces poten-

tialités, il reflète le pourcentage d'individus n'ayant pas accès au minimum des potentialités humaines élémentaires.

Plus précisément, l'IPC s'intéresse à l'absence de trois potentialités élémentaires: tout d'abord, pouvoir s'alimenter correctement et être en bonne santé (potentialité mesurée par la proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'une insuffisance pondérale), ensuite, pouvoir enfanter dans des conditions salubres (potentialité représentée par la proportion d'accouchements intervenant sans l'aide d'un personnel de santé compétent), enfin, pouvoir s'instruire et s'informer (potentialité mesurée par le taux d'analphabétisme chez les femmes). Cet indicateur présente la particularité de mettre en lumière la détresse des femmes, qui est très profonde dans certains pays et exerce une influence négative sur le développement humain de la famille et de la société.

Si l'on se réfère aux seuils nationaux de pauvreté monétaire, 21% de la population des pays en développement vit ainsi dans la pauvreté. S'agissant de la pauvreté définie par la pénurie de capacités, la proportion atteint 37%. En d'autres termes, dans les pays en développement, 900 millions d'individus sont pauvres en termes économiques, tandis que 1,6 milliard sont pauvres en termes de potentialités. ■

Source: *Rapport mondial 1996 sur le développement humain.* Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Oxford University Press, New York, 1996.

Faits et chiffres

- Sur les 500 millions de personnes dans le monde qui dirigent une micro-entreprise, moins de 10 millions environ ont accès à des services financiers.
- Pour que 10% des entrepreneurs à bas revenu accèdent à des services financiers institutionnels d'ici à l'an 2005, il faudra revoir entièrement l'organisation de ces systèmes; le montant global des microprêts consentis par les intermédiaires financiers, actuellement de 2,5 milliards de dollars, devrait passer à 12,5 milliards environ. C'est là une estimation tout à fait raisonnable, qui reflète des taux de croissance inférieurs aux taux enregistrés au cours des cinq dernières années. Le défi principal consistera à augmenter les capacités et les ressources de ces intermédiaires qui s'efforcent, sur le terrain, de fournir aux entrepreneurs à bas revenu les services financiers dont ils ont besoin.
- Selon l'Organisation mondiale du travail (OMT), environ 30% des 2,8 milliards de personnes actives que compte le monde entier sont improductives; parmi celles-ci, plus de 120 millions sont au chômage et 700 millions sous-employées: elles forment le gros des gens les plus pauvres de la planète.

Sources: *Focus*, CGAP, PNUD.

La mode au service du développement

À l'UNESCO, en février 1996, des mannequins ont présenté au public des créations taillées dans des étoffes issues des méthodes de tissage traditionnel du Bangladesh, et des tisserands de ce pays ont fait une démonstration de leur habileté sur leur métier. Cette présentation, organisée dans le cadre d'un accord de coopération entre l'Organisation et la Banque Grameen, a prouvé avec brio qu'il est possible d'articuler tradition culturelle et développement socio-économique.

«L'UNESCO n'a pas l'intention de se lancer dans la mode, a précisé son Directeur général, M. Federico Mayor, elle cherche simplement à montrer qu'il est possible pour l'artisanat textile du Bangladesh de trouver des débouchés sur les marchés mondiaux.»

Le textile a longtemps été au cœur de l'économie du Bangladesh. Les tissus produits dans les campagnes étaient d'excellente qualité, mais le manque d'argent et de matières premières, ainsi que la concurrence du secteur industriel, ont contraint la plupart des tisserands à abandonner leur métier. En assurant le financement de cet artisanat et la commercialisation de ses produits finis, la Banque Grameen contribue à la sauvegarde d'un patrimoine culturel tout en sauvant les tisserands de la misère.

Mais les pauvres du monde entier ne tireront des programmes de microfinancement un véritable bénéfice que si leur production rencontre une demande. C'est pourquoi, au Bangladesh, la Banque Grameen s'efforce d'inscrire les tissus artisanaux dans les courants de la mode contemporaine, qui leur ouvrirait la porte des marchés locaux et mondiaux.

Les cinquante créations présentées au siège de l'UNESCO l'année dernière — dont l'une avait été dessinée par une maison de couture parisienne — attestent, en tout cas, qu'artisanat local et marché mondial ne sont pas des notions incompatibles. ■

Éduquer ceux qui feront leur propre avenir



UNESCO/Dr. Jacques Morinjal

Le monde de demain dépendra de la vision qu'en auront nos enfants. Quelle sera-t-elle, et comment l'éducation peut-elle contribuer à la façonner? Il y a, dans ces interrogations, deux problématiques: l'une liée à la contribution que l'éducation doit apporter à une société et l'autre au développement et à la réforme du système éducatif lui-même pour lui permettre de répondre aux espoirs et aux attentes que la société a placés en lui.

Si les défis que doit relever l'éducation sont universels, les mesures prises pour y répondre doivent venir du cœur même des cultures de chaque région. L'éducation doit refléter ce que nous-mêmes et nos sociétés avons de meilleur et de plus caractéristique. Par là seulement elle peut tendre à unir tous les hommes autour de valeurs universellement partagées et pour la défense de leurs intérêts communs.

Partout, et à tous les points de vue, l'éducation est essentielle pour la paix. La paix qui est, nous le savons tous, plus que la simple absence de conflit. C'est une culture fondée sur la tolérance et le respect d'autrui; c'est un esprit de solidarité active entre les individus, qui repose sur une espérance commune de justice et de paix. Le maintien et la promotion de ces valeurs doit figurer parmi les tâches primordiales de l'éducation. Nos écoles doivent être des lieux de savoir révévés, et de tous leurs enseignements, c'est à celui qui montre les vertus de la paix et les folies de la guerre qu'il faut attacher le plus de prix.

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme s'avère être un élément clé du processus de consolidation de la paix. A quoi j'ajoute aussitôt les droits de la femme. Si nous croyons véritablement aux droits de l'homme, com-

ment pouvons-nous tolérer la discrimination à l'encontre des femmes? Sur le plan pratique, négliger les talents uniques qui sont ceux des femmes est une faute qui se paie lourdement en termes de développement. Moralement, il me semble inadmissible qu'à l'aube du 21^e siècle des limites soient imposées aux libertés fondamentales des femmes. La question des droits de la femme dépasse évidemment le cadre de l'éducation, mais c'est une question à laquelle les systèmes éducatifs, notamment dans les pays du Sud, doivent s'intéresser de près.

Un nombre croissant de travaux de recherche montre d'ailleurs que l'éducation des femmes et des filles contribue de façon significative à accélérer le développement. Eduquer une mère, par exemple, ce n'est pas seulement éduquer une famille, c'est remplacer un héritage virtuel d'illettrisme par une tradition d'éducation qui sera transmise de génération en génération. Ainsi l'éducation des femmes a-t-elle, aussi, un retentissement important sur les taux de fécondité.

UNE NOUVELLE ÉTHIQUE DE PARTAGE

J'insiste ici sur la question démographique, qui nous concerne tous au plus haut point. Il est essentiel de modérer la croissance démographique, mais cela ne peut se faire que si les femmes ont le pouvoir de choisir et la possibilité de forger leur propre destin. Ce n'est pas en imposant des modèles extérieurs que l'on résoudra le problème. L'éducation, en donnant aux gens les moyens de prendre eux-mêmes les décisions, offre une fois de plus la clé du problème. Il y a un lien direct entre le développement de l'éducation et la baisse de la fécondité. Nous ne devons pas seulement réduire le nombre des nouveaux habitants de la planète, mais aussi pourvoir convenablement aux besoins de tous ceux qui sont déjà à bord du « vaisseau spatial Terre », et de ceux qui sont appelés à y prendre place, notamment des enfants des rues et de ceux qui souffrent de la faim, de maladies guérissables et sont laissés à l'abandon. Nous devons être prêts à investir dans l'éducation ce que, par le passé, nous étions disposés à investir dans la guerre, nous devons être prêts à payer le prix de la paix.

Dans cet esprit, l'Unesco et ses partenaires des Nations Unies œuvrent activement à promouvoir, dans le monde entier, l'amélioration tant qualitative que quantitative de

l'éducation de base. Un accent particulier est mis sur la nécessité de fournir une éducation de qualité aux jeunes filles et femmes. Une autre de nos préoccupations est celle qui vise à améliorer la condition et les qualifications des enseignants. Les enseignants sont aux avant-postes dans la lutte pour l'alphabétisation du monde. Leur tâche est exigeante et difficile, leurs salaires et conditions d'emploi souvent médiocres. Ils sont pourtant, dans leur immense majorité, pleins d'abnégation et font tout leur possible pour former les citoyens de demain. L'importance vitale de leur tâche ne leur échappe pas. Nous devons également nous en souvenir et témoigner aux enseignants l'estime, l'honneur et le respect qui leur reviennent.

Dans un monde où le progrès dépend de plus en plus des produits de l'intelligence, on s'accorde de plus en plus à reconnaître dans l'éducation le vecteur, et la force, de l'avenir. Nul besoin de souligner, en ce domaine, l'importance grandissante que revêt la coopération internationale, vocation de l'UNESCO. Sans passer en revue toutes les activités de l'Organisation, je voudrais mentionner deux programmes spécialement conçus pour encourager le transfert rapide de savoir et de technologie au profit des pays en développement. Le premier est le programme UNITWIN, qui relie les universités des pays en développement à celles des nations industrialisées. Le second est le programme des chaires UNESCO, qui met des spécialistes de haut niveau à la disposition des universités des pays en développement.

A travers l'éducation, notre devoir en tant qu'éducateurs est d'orienter l'énergie et l'idéalisme des générations nouvelles vers l'édification d'une société de paix, de progrès et de prospérité. Dans toutes les cultures, la fonction que nous devons renforcer est celle de consolidation de la paix. Nous devons insuffler aux jeunes de partout une nouvelle éthique de partage et d'attention à autrui. Nous devons préparer le terrain d'une nouvelle civilisation où prévaut non plus le glaive, mais le verbe.

Edifier la paix dans l'esprit des hommes, favoriser le passage d'une culture de guerre à une culture de paix fondée sur la justice et l'équité, telle est, en dernière analyse, la tâche primordiale à laquelle nous devons nous consacrer.

Espace vert des Plantes et des Hommes

par France Bequette

En Inde, entre le Gange et les premiers contreforts de l'Himalaya, pousse un arbuste aux fleurs d'un rose très pâle, aux feuilles lisses et à la sève laiteuse. On l'appelle *chotachand* en hindi. Une légende locale raconte que les mangoustes en mangeaient jadis avant de combattre les cobras. Aussi sa racine est-elle donnée à quiconque est mordu par un serpent. Peu à peu, son utilisation s'est étendue aux provinces voisines, puis au pays tout entier. Dans le Bihar, par exemple, elle soigne la folie, l'épilepsie et l'insomnie. Au 18^e siècle, les botanistes nommèrent la plante *Rauwolfia serpentina*. Étudiée, analysée, elle figure aujourd'hui parmi les médicaments modernes les plus efficaces pour traiter l'hypertension artérielle.

Le fruit de l'expérience

L'étude des rapports entre les plantes et les sociétés humaines est l'objet de l'ethnobotanique. L'ethnobotaniste œuvre souvent à la croisée des chemins de plusieurs disciplines: anthropologie, botanique, chimie, écologie, linguistique, pharmacologie. Son champ d'exploration va de l'usage que les populations locales font des plantes aux conséquences environnementales et culturelles que peut avoir la disparition de telle ou

telle plante dans tel ou tel milieu. Si cette science interdisciplinaire s'exerce surtout dans les pays en développement et auprès des populations autochtones, c'est que le passage de la production à la consommation y est beaucoup plus direct que dans les pays industrialisés. L'Indien d'Amazonie va récolter lui-même la feuille qui soignera sa brûlure, tandis que le citoyen occidental ignore le plus souvent que la jolie digitale pourprée (*Digitalis purpurea*) qui pousse dans un coin de son jardin de campagne est à l'origine de son médicament pour le cœur.

La vogue actuelle de l'ethnobotanique s'explique par des raisons psychologiques (regain d'intérêt pour la nature et tout ce qui est «naturel», sentiment d'urgence devant la disparition du savoir et des traditions des peuples autochtones) et par d'autres plus pragmatiques (les médicaments modernes sont bien souvent hors de portée — matérielle et, surtout, financière — des malades des pays les plus pauvres).

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforce ainsi de remettre la médecine traditionnelle à l'honneur. Et elle n'est d'ailleurs pas seule dans cette entreprise: la plupart des organisations internationales, ainsi que d'innombrables

organisations non gouvernementales s'en préoccupent également. En 1992, le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'UNESCO et les jardins botaniques royaux de Kew, au Royaume-Uni, ont conjointement lancé le programme «Peuples et plantes»: il s'agit de «préserver la biodiversité des ressources végétales et d'en encourager une exploitation raisonnée et équitable en aidant les ethnobotanistes qui travaillent en collaboration avec les populations locales des pays en développement».

Les activités de terrain se déroulent dans les Réserves de biosphère, les sites du Patrimoine mondial ainsi que dans d'autres aires protégées. Leur but: inventorier les plantes utiles et les savoirs, résoudre le dilemme permanent entre conservation et exploitation en zones protégées, inventer des manières non destructrices de récolter les plantes non cultivées et s'assurer que la conservation et l'exploitation raisonnée des ressources végétales se fait bien au bénéfice des communautés locales. Tous les acteurs du système sont impliqués: les populations locales, le personnel des parcs et des réserves, les chercheurs et les étudiants des universités. L'ethnobotaniste américain Gary J. Martin a contribué à la diffusion du programme en rédigeant

Boutique
d'apothicaire
traditionnel à
Suwon
(République de
Corée).



Han-Kang,
botaniste chinois
du 2^e siècle de
notre ère (peinture
du 17^e siècle).



© Roland et Sabrina Michaud/Repho, Paris

un *Manuel de l'ethnobotaniste* clair et pratique, qui résume les enseignements tirés des quatre premières années d'activité.

L'école des chamans

Plus concrètement, sur le terrain, l'ethnobotaniste doit faire preuve de courage physique, de qualités d'adaptation et d'écoute et d'une formation scientifique rigoureuse. Toutes qualités que réunit Mark J. Plotkin, qui a passé plus de dix ans en Amazonie et raconte son expérience dans un livre: *Les contes d'un apprenti chaman*. Il apprend la langue, suit les chamans, prélève des échantillons, confectionne un herbier et note l'emploi des plantes. Il analyse les remèdes, les poisons qui enduisent la pointe des flèches et les substances hallucinogènes utilisées lors des initiations.

Il rapporte les propos d'un vieux chaman d'Amazonie: «Les jeunes ne veulent plus apprendre. Un jour, les médicaments qu'apportent les missionnaires n'arriveront plus jusqu'ici. Les gens viendront me voir pour que je soulage leur douleur et que je combatte les mauvais esprits qui tuent leurs enfants. Mais je serai parti, emportant mes plantes et mes secrets avec moi.» Contrairement aux médecins modernes, chamans, sorciers, féticheurs soignent à la fois l'esprit et le corps. Ils contribuent également au maintien de l'identité culturelle du groupe.

Mais on ne s'improvise pas chaman. Il faut être initié, souvent à l'aide de substances hallucinogènes, comme l'*ayahuasca* (*Banisteriopsis*

Méditation de groupe dans la nature
(République de Corée).

caapi), ou «vin des morts», qui vous font pénétrer le monde des esprits. On comprend alors pourquoi les missionnaires s'efforcent d'éradiquer leurs pratiques, leurs croyances et cherchent à décourager leurs apprentis. On comprend aussi pourquoi Mark Plotkin a lancé, dans plusieurs pays, avec le soutien de l'organisation non gouvernementale *Conservation International*, un programme de formation d'apprentis chamans en forêt tropicale.

Le meilleur ami de l'homme

Les plantes sont indissociables de l'histoire de l'humanité. «Dès les premiers temps de la préhistoire, apparaissent à la fois le chaume des huttes, les fibres des cordages et des textiles, les teintures qui les colorent et une quantité de plantes médi-

cinales», écrivent Michael Balick et Paul Alan Cox dans leur remarquable ouvrage intitulé *Plantes, peuples et culture*. Les végétaux fournissent nourriture, vêtements, abri, matériau de construction, médicaments et éléments de rituels. Contrairement aux animaux, qui doivent manger des végétaux ou d'autres animaux, les plantes se contentent de soleil, du dioxyde de carbone de l'air, de quelques sels minéraux et d'un peu d'eau. A partir de ces éléments, elles fabriquent des molécules, parfois tellement complexes qu'aucun laboratoire n'est capable de les synthétiser.

L'homme connaît 250 000 végétaux supérieurs sur la planète — ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en a pas davantage. Mais il n'existe pas de grand livre de la nature dans lequel ▶

Séance curative faite par un chaman chez les indiens Jivaros en Amazonie.



© F. Arcellet/Rapho, Paris



© F. Ancelley/Rapho, Paris

Préparation d'une boisson à base de manioc dans un village jivaro.

► tons les botanistes pourraient considérer leurs découvertes et rayer les espèces qui ont cessé d'exister. On sait toutefois que ces plantes sont victimes de la déforestation, de l'érosion des sols, de la pollution, des herbicides, de l'emprise des villes et même de la cueillette. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit la biodiversité comme «l'ensemble des espèces animales et végétales, de leur matériel génétique et des écosystèmes dont elles font partie». Sa réduction entraîne la perte de matériaux génétiques irremplaçables, qui sont les constituants essentiels des plantes et des animaux dont dépend, entre autres, l'agriculture.

Mais une autre menace pèse sur les pays pauvres et leur pharmacopée traditionnelle. Les laboratoires, pharmaceutiques et autres, qui ont recours aux observations des ethnobotanistes, se hâtent de prélever dans la nature des échantillons, puis de grandes quantités de matière première végétale afin de fabriquer médicaments et produits de soins divers. Pour illustrer ce problème, le Programme Peuples et plantes a chargé l'Australien Tony Cunningham et le Camerounais Fonki

Mbenkum d'étudier «la durabilité de la récolte de l'écorce du *Prunus africana* au Cameroun».

Danger: brevets

Cet arbre pousse dans les régions montagneuses d'Afrique. Il affectionne la fraîcheur et les terres volcaniques. C'est un cousin sauvage du pêcher, de l'abricotier et de l'amandier. On le rencontre au Kenya, en Ouganda, au Zaïre, mais aussi à Madagascar et aux Comores. Il est particulièrement abondant dans le sud-ouest et le nord-ouest du Cameroun. La réputation de son écorce s'étend à une grande partie du continent: elle sert à traiter le paludisme, les maux de ventre et la fièvre. En 1966, un laboratoire français découvre qu'elle est active dans le traitement de l'hypertrophie de la prostate et dépose un brevet, suivi par trois autres laboratoires européens. A titre d'exemple, en un seul lieu, de décembre 1984 à décembre 1985, 424 tonnes d'écorce ont été récoltées sur 7 717 *Prunus*. Malheureusement, au lieu de ne retirer que des bandes de son écorce, l'arbre en est souvent entièrement dépouillé et il en meurt, ce qui prive la médecine traditionnelle de l'une de ses ressources.

Ainsi l'augmentation de l'espérance de vie des Européens de

l'Ouest a une incidence sur la forêt camerounaise, car un Européen sur deux vit au-delà de 80 ans et risque neuf fois sur dix de souffrir de cette affection.

Moraliser l'exploitation des ressources des pays en développement est un devoir de plus en plus pressant et l'un des objectifs poursuivis par le Programme Peuples et plantes. Un code d'éthologie s'impose de toute urgence. Les laboratoires, avides de nouveaux produits, ne cessent d'«acheter» ou d'«emprunter» des espèces végétales et de déposer des brevets les concernant. C'est ainsi qu'un arbre utilisé depuis toujours en Inde comme pesticide, le neem (*Azadirachta indica*), a été breveté par une compagnie américaine. Plus étrange encore, une liane poussant dans la forêt amazonienne, connue des chamans pour ses propriétés hallucinogènes et employée lors des initiations, vient d'être brevetée par un Américain et on la commercialise sur le réseau Internet...

Mais qui peut empêcher un villageois de «vendre» une plante de son jardin? Un voyageur d'herboriser discrètement? Un laboratoire d'emprunter un spécimen à un jardin botanique? Un code éthique une fois établi, encore faudra-t-il le faire respecter...

initiatives

EXPLORER LA TERRE AVEC EARTHWATCH

Choisir de suivre le géochimiste russe Igor Taganov en Sibérie n'est pas de tout repos. Il raconte comment, de retour d'expédition à la tête d'une petite équipe d'Earthwatch, un ours affriolé par l'odeur du poisson qu'ils avaient pêché la veille détruisit tout ce qui leur restait de ravitaillement entreposé à bord de leur canot pneumatique. Deux jours plus tard, leurs chiens découvrent un gros quartier de viande pris dans la glace: du jeune mammoth très bien conservé, qu'ils dégustent pendant deux semaines. De retour à Moscou, Igor Taganov examine la viande au carbone 14 dans son laboratoire: les steaks avaient 30 000 ans.

Cette péripétie peu banale a été vécue par une expédition scientifique des plus sérieuses. Partout où des équipes de recherche scientifique et universitaire s'activent sur le terrain, Earthwatch offre à un large public d'amateurs la possibilité de participer à ces études et de contribuer à l'avancée de la science. L'aventure s'ajoute ainsi à l'observation de notre planète sous de multiples angles: agriculture, archéologie, arts, botanique, anthropologie culturelle, écologie, géologie, paléontologie, volcanologie, zoologie.

Earthwatch publie chaque année le bilan des réalisations de ses équipes. Pour 1996: découverte de quatre serpents, deux lézards et une grenouille encore inconnus sur les îles au large de Hongkong; assistance aux Wardaman, aborigènes d'Australie, pour recenser et conserver plus de 14 000 peintures et pétroglyphes hérités des Ancêtres; marquage de tortues de Costa Rica grâce à des balises permettant de suivre leurs migrations et de mieux les protéger...

Earthwatch est une organisation sans but lucratif. Créée aux États-Unis en 1972, elle a déjà mené à bien 1 882 projets dans 111 pays. Quelque 40 000 volontaires ont investi 30 millions de dollars et plus de 5 millions d'heures dans la recherche de réponses aux grandes questions environnementales. Forte déjà de 70 000 membres venus de tous les horizons, elle est ouverte à tout un chacun.

Earthwatch Europe: Belsyre Court, 57 Woodstock Road, Oxford OX26HU, Royaume-Uni. Tél.: (+) 311 600. Télécopie: (+) 311 383.

Earthwatch: 680 Mt. Auburn St., P.O. box 403, Watertown, MA 02272, États-Unis. Tél.: (+) 617 926 8200. Télécopie: (+) 617 926 8532. Internet: info@earthwatch.org. World Wide Web: <http://www.earthwatch.org>

POUR EN SAVOIR PLUS:

Programme Peuples et plantes, Division des sciences écologiques, Unesco, 7, place Fontenoy, 75352 Paris cedex 07 SP, France.

Télécopie: (33/0) 1 40 65 98 97.

Courrier électronique:

100427.1260@compuserve.com

A LIRE:

► *Plants, People, and Culture, The Science of Ethnobotany,*

Michael J. Balick et Paul Alan Cox, Scientific American Library, 1996

► *Ethnobotany, A Methods Manual,*

Gary J. Martin, Chapman and Hall, 1995

► *Tales of a Shaman's Apprentice,*

Mark J. Plotkin, Penguin books, 1993



© Joe Englander/Ask Images, Paris

ADIEU BLEUETS, COQUELICOTS...

Les coquelicots, bleuets et autres plantes sauvages qui baroilaient autrefois les champs de céréales des campagnes d'Europe occidentale sont de plus en plus rares. Implacablement détruites par les désherbants sélectifs, certaines de ces plantes dites messicoles (c'est-à-dire des moissons) sont même menacées d'extinction. Généralement plus résistantes que les plantes cultivées, elles se trouvent en compétition avec les céréales pour l'eau, les éléments fertilisants, l'air et la lumière. Leur système racinaire est parfois redoutable: c'est ainsi que l'on a mesuré près de 6 000 m de racines mises bout à bout pour un seul pied de folle avoine! Pourtant elles peuvent rendre de nombreux services: par exemple, la présence d'une certaine substance émise par les racines du bleuet (*Centaurea cyanus*) favorise, à très faible taux de concentration, le développement du lin, et le coquelicot peut avoir le même effet sur le blé. ■

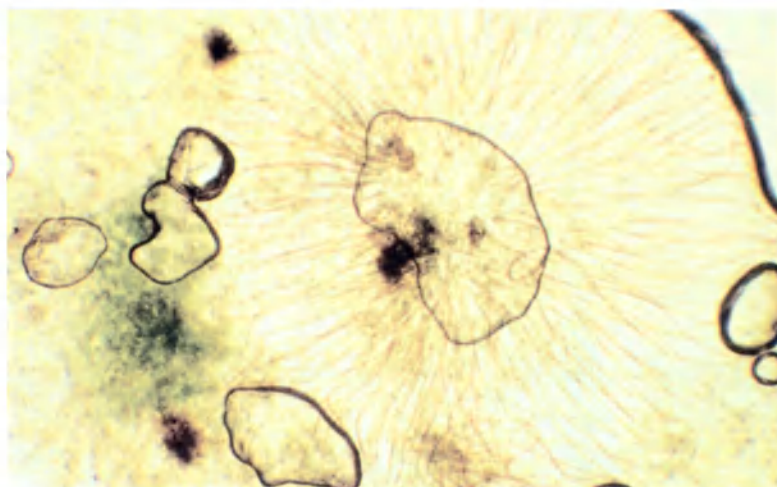
LE RÉSEAU DES VILLES SANS VOITURES

En 1994, à Amsterdam, l'Union européenne créait le Club des villes sans voitures. Aujourd'hui, ce Club est devenu Réseau: 60 villes y adhèrent. Il ne s'agit pas pour les municipalités d'avoir recours à des mesures d'interdiction totale d'utilisation des automobiles privées, mais bien plutôt de proposer des solutions de remplacement et de développer des transports urbains efficaces. Au Danemark, à Copenhague, par exemple, 125 «points vélos» ont été mis en place. Une simple pièce de monnaie permet d'emprunter une bicyclette qu'on pourra ensuite rendre dans n'importe lequel des 124 autres garages. Depuis 1970, la fermeture de nombreuses rues à la circulation, la réduction des places de stationnement (1 à 3% par an) ont diminué de 10% le nombre de kilomètres parcourus en voiture dans la ville. Il faut cependant souligner que Copenhague reste une exception en Europe. ■

Eurocities, 18 Square de Meeûs, 1050 Bruxelles, Belgique.
Tél.: (32) 2 552 08 88. Télécopie: (32) 2 552 08 89.



© Hans-J. Eilerbrock/Blüthenberg/Studio X, Limours



© P. Roger/ORSTOM, Paris

UN ENGRAIS NATUREL POUR LE RIZ

Le riz nourrit déjà près de la moitié des habitants de la planète. Au rythme où croît la population, il faudra en produire 300 millions de tonnes de plus par an pour répondre à la demande en 2020. Ce qui implique que l'on utilise davantage d'engrais et de pesticides, néfastes à long terme pour l'environnement et la productivité des sols. Aussi, depuis plusieurs années, l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) a-t-il entrepris, en collaboration avec l'International Rice Research Institute (IRRI) des Philippines, des travaux sur les cyanobactéries. Sortes d'algues microscopiques naturellement présentes dans le sol des rizières, les cyanobactéries fixent l'azote de l'air, à raison de 5 à 30 kg par hectare. Lorsqu'elles se décomposent, l'azote libéré est aussitôt réabsorbé par le riz. Elles jouent ainsi le rôle d'engrais naturel. Autres avantages: elles limitent le développement des mauvaises herbes, enrichissent le sol en matières organiques et évitent la prolifération des larves de moustiques, vecteurs de nombreuses maladies, comme le paludisme. ■

UNE IDÉE LUMINEUSE

Dans une maison grecque, l'éclairage représente 10% des dépenses en électricité. Afin d'économiser de l'énergie — et de réduire par la même occasion le coût de l'éclairage quotidien — les élèves d'une classe de seconde du lycée d'Alimos, qui participe au programme Jeunes reporters pour l'environnement de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe (FEEE), préconisent simplement de changer les ampoules: «En remplaçant les ampoules à incandescence de 100 watts par des ampoules à fluorescence, qui consomment 5 fois moins d'énergie, nous diminuons de 650 kg les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) pendant toute la durée de vie de l'ampoule, qui est de 8 000 heures!» ■

FEEE, 6, avenue du Maine, 75015 Paris, France.
Tél.: (33/0) 1 45 19 10 50. Télécopie: (33/0) 1 45 19 27 69.

FORÊTS TROPICALES

Les forêts tropicales couvrent environ 2 milliards d'hectares dans le monde. Il en disparaît quelque 15,4 millions d'hectares par an, dont 10 millions au profit de la culture itinérante sur brûlis. Afin d'enrayer ce processus, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) — un consortium international soutenu notamment par la Banque mondiale — parraine des recherches en matière d'exploitation agricole maîtrisée. L'agroforesterie, par exemple, consiste à introduire certains arbres au milieu des cultures. Ceux-ci fourniront à l'exploitant bois de chauffage et de construction, et fruits, huiles, résines, médicaments et fourrage selon l'espèce. Cette pratique diminue la pression sur la forêt, améliore les revenus des paysans et augmente la sécurité alimentaire. ■

LE RICIN AU SECOURS DE L'OZONE

Au Brésil, la société Poly-Urethane Industria e Comercio, établie à Belo Horizonte, a mis au point une nouvelle technologie qui utilise l'huile de ricin pour fabriquer des mousses expansées isolantes. Cette application originale devrait contribuer à une réduction notable de l'utilisation des hydrocarbures fluorés (CFC) dans le monde et encourager la production nationale de cette plante qui pousse à l'état sauvage jusque dans les grandes villes du pays. ■



© Béatrice Petit, Bruxelles

Colonia del Sacramento redécouvre son passé

par Edouard Bailby



Ancienne place forte portugaise, le quartier historique de l'actuel port uruguayen de Colonia abrite un ensemble de monuments d'un style original.

Large de 280 kilomètres à son embouchure, le Río de la Plata s'enfonce dans le continent sud-américain comme un coin, entre l'Argentine et l'Uruguay. Loin dans les terres, à la confluence des fleuves Paraná et Uruguay, ses deux rives sont encore distantes d'une cin-

La rue des Soupirs (calle de los Suspiros) avec, en contrebas, les eaux agitées du Río de la Plata.

quantaine de kilomètres. C'est là, sur une pointe de la côte sud de l'Uruguay, aux portes de la pampa, que veille depuis trois siècles la petite ville de Colonia del Sacramento. Née en 1680 de la rivalité coloniale entre l'Espagne et le Portugal, elle a conservé de ce passé mouvementé les traces d'une fusion originale de deux styles architecturaux. C'est à ce titre qu'elle a été inscrite, en décembre 1995, sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Visitée chaque année par quelques dizaines de milliers de touristes, Colonia del Sacramento est aujourd'hui une paisible localité épargnée par le tumulte du monde moderne. La nuit, depuis ses hauteurs, on aperçoit au loin, sur l'autre rive, les lumières scintillantes de Buenos Aires, d'où partit en 1680 la première expédition espagnole contre cette ancienne place forte portugaise.

Un passé mouvementé

Pendant près d'un siècle, Portugais et Espagnol se disputèrent le contrôle du Río de la Plata dont l'importance était stratégique. C'est en effet par là, au terme d'un

voyage de plusieurs milliers de kilomètres sur les fleuves Paraná et Uruguay, que transitaient pierres précieuses et peaux en provenance de Bolivie et métaux précieux en provenance du Pérou, avant de partir pour l'Europe. C'est par là aussi que, remontant le cours de ces mêmes fleuves, Espagnols et Portugais introduisaient — souvent en contrebande — leurs marchandises jusqu'au cœur du continent.

Le premier navigateur espagnol à avoir fait officiellement une incursion dans le Río de la Plata fut Juan Díaz de Solís en 1516. Par la suite, corsaires et pirates espagnols, anglais, français et hollandais se hasardèrent dans l'estuaire pour aller décharger du bétail sur des terres inconnues avec l'espoir de le voir se multiplier rapidement et d'en pouvoir ainsi faire le commerce. Mais ils ne tardèrent pas à se heurter aux Portugais, qui cherchaient à s'étendre au sud du Brésil: en 1680, Colonia del Sacramento est fondée sur l'ordre de Don Pedro, prince régent du Portugal.

Mais les Espagnols ne l'entendent pas de cette oreille et, la même année, la ville à peine fondée tombe entre leurs mains malgré l'héroïsme d'une femme, Joana Galvão, qui





© Servailler/Rapho, Paris

L'église du Trés Saint Sacramento, à Colonia del Sacramento, est la plus ancienne d'Uruguay (fin du 17^e siècle).

Devant le phare de Colonia, les vestiges du couvent Saint-François-Xavier.

prit, après la mort de son mari chargé de défendre la place forte, sa relève. De bataille en traité entre les deux pays, la petite ville changea plusieurs fois de main et fut presque autant de fois détruite et reconstruite. Il faut attendre la première moitié du 18^e siècle pour que Colo-

nia passe 27 ans (1722-1749) sous l'autorité d'un seul et même gouverneur portugais, Antonio Pedro de Vasconcelos, et se dote de nombreux édifices civils et militaires dont on peut encore aujourd'hui admirer des vestiges. La ville connaît alors son apogée culturel et commercial et compte deux fois plus d'habitants que Montevideo (fondée par les Espagnols vers 1726).

L'histoire remémorée

À début des années 1960, une poignée d'Uruguayens épris d'Histoire parvint à obtenir de l'Etat et de la municipalité l'aide financière et matérielle nécessaire pour sauvegarder le vieux quartier de la ville. Certains propriétaires acceptèrent de céder leurs demeures et des travaux de restauration furent entrepris.

En janvier 1991, une équipe d'archéologues mettait au jour l'emplacement exact de l'ancien palais du gouverneur Vasconcelos. Cette découverte et les travaux qui s'ensuivirent donnèrent naissance, à Montevideo, au premier laboratoire d'archéologie historique en Uruguay. Nelsys Fusco Zambetoglis, anthropologue et archéologue au Département du Patrimoine

national, est opposée à tout projet de reconstruction: «Gardons les vieilles pierres telles qu'elles, dit-elle, et ne touchons pas au passé, sauf pour le mettre en valeur.»

Prise entre les restes des remparts et la ville moderne, la zone historique, qui correspond à l'ancienne ville portugaise Nova Colonia do Santissimo Sacramento, couvre près de 16 hectares d'une architecture très diversifiée. Sa configuration est originale. Contrairement à beaucoup d'autres villes coloniales espagnoles et portugaises contraintes en damier, c'est-à-dire dont les rues sont tracées perpendiculairement les unes aux autres, cette place forte a été dessinée en forme de puzzle, pour répondre à la topographie du site, et de manière à briser les vents du Río de la Plata, qui peuvent être très violents.

Ornée de cinq palmiers royaux et de deux cèdres plantés au début de ce siècle, la Plaza Mayor donne sur le Río de la Plata. Avec son jardin public et ses vieilles demeures du 18^e siècle soigneusement conservées, elle garde un peu du charme bucolique qu'elle avait dans le passé. Au n°180, une modeste bâtisse de pierre aux murs épais abrite le Musée portugais: azulejos (carreaux de faïence émaillée), meubles en jacaranda (un bois précieux d'Amérique du Sud), vêtements et ustensiles de cuisine sont là pour rappeler que Colonia del Sacramento fut longtemps liée à la couronne portugaise. Non loin de là, une petite ruelle, calle de los Suspiros (la rue des Soupirs), descend en pente douce vers l'estuaire. Mal pavée, creusée en son milieu d'une rigole où ruissellent les eaux de pluie, elle est bordée de maisons paysannes de la première moitié du 18^e siècle. Un peu à l'écart, le Musée espagnol rassemble objets et documents relatifs à la présence espagnole. Des sept musées de Colonia, le plus intéressant est sans doute le Musée municipal, ancienne demeure de l'amiral irlandais William Brown, héros de l'indépendance de l'Uruguay. C'est le ▶



© Hugo Cardoso

► musée le plus riche en ce qui concerne l'histoire de la ville: il rassemble quelque 50 000 documents en espagnol et en portugais. Outre diverses collections (meubles coloniaux, boulets de canon, animaux empaillés), on y découvre un certain nombre d'ustensiles et d'armes des Indiens Charrúa, anciens chasseurs-cueilleurs de la région, décimés et dispersés par la colonisation.

Découvertes

L'église du Très Saint Sacrement (Iglesia Matriz del Santísimo Sacramento), partiellement détruite à plusieurs reprises depuis sa fondation dans les dernières années du 17^e siècle, est la plus ancienne d'Uruguay. Les plus gros dégâts furent causés en 1823 lorsque sauta un dépôt d'explosifs aménagé dans la sacristie. Malgré les travaux de restauration, l'édifice a depuis perdu son unité architecturale d'origine. On peut néanmoins encore admirer dans la nef un retable du 16^e siècle, un tableau de la Sainte Famille du 17^e siècle et une sculpture de saint François d'Assise en bois de caoba du Paraguay. Seuls les piliers de l'église, qui datent de 1695, sont restés en l'état.

C'est entre cette église et la Plaza Mayor que les archéologues uruguayens sont parvenus à situer l'emplacement de l'ancien palais du gouverneur portugais Vaseconcelos. Il ne reste rien de la vieille demeure, mais la comparaison d'un certain nombre de plans remontant à l'époque coloniale a permis d'en délimiter les enceintes et de reconstituer sur le sol le tracé de chaque mur et de chaque cloison sur une surface de mille mètres carrés!

Malgré toutes ces fouilles et ces recherches approfondies, le passé mouvementé de la vieille ville de Colonia del Sacramento est loin d'avoir livré tous ses secrets. Les archéologues ne sont pas au bout de leurs découvertes... ■

NOTES DE MUSIQUE

ISABELLE LEYMARIE S'ENTRETIENT AVEC **DAVID SANCHEZ**

La musique portoricaine est demeurée, jusqu'à la fin des années soixante, relativement méconnue à l'étranger. Porto Rico possède pourtant une remarquable tradition musicale, qui remonte aux débuts de l'époque coloniale. C'est à San Juan, la capitale, qu'au début du siècle le chef d'orchestre afro-américain James Reese Europe, un pionnier du jazz, avait recruté sa section de vents en raison du niveau exceptionnel des instrumentistes de l'île.

Le jeune saxophoniste David Sanchez, l'un des compositeurs et interprètes les plus expressifs du jazz actuel, est un musicien phare de la nouvelle génération musicale portoricaine. Celle-ci compte également dans ses rangs deux virtuoses avec lesquels il a fréquemment joué: le percussionniste Giovanni Hidalgo et le contrebassiste John Benitez.

■ **Isabelle Leymarie:** Dans la musique populaire portoricaine, qu'il s'agisse de formes d'expression traditionnelles ou de musique de danse telle que la *salsa*, l'influence noire est prépondérante. Elle transparaît dans votre jeu et vos compositions. *Bomba Blues*, sur *Sketches of Dreams*, votre précédent disque, combinait notamment la *bomba*, genre d'origine ashanti et bantou né à Porto Rico, et le blues.

David Sanchez: A Porto Rico, 90% de la musique a des racines noires: la *bomba* bien sûr, mais aussi la *plena*, plus métissée, jouée avec des tambourins et apparue après la Première Guerre mondiale, et même la *danza*, orchestrée avec des instruments européens. Issue d'anciennes danses de cour telles que le menuet, la *danza* s'est enrichie lors de son arrivée dans les Caraïbes, au 18^e siècle, de syncopes d'origine africaine. Ces racines noires sont partout évidentes. Si nous possédons nos rythmes autochtones, qui

nous identifient, nous avons également su interpréter la musique cubaine, fortement implantée dans notre pays, avec un accent particulier. Malheureusement, à Porto Rico, la musique noire, souvent éclipsée par la variété américaine, est encore loin de jouir de la diffusion qu'elle mérite.

■ **I. L.:** Dans quelle ambiance musicale avez-vous grandi?

D. S.: J'ai passé mon enfance à Guaynabo, près de San Juan, dans une atmosphère saturée de musique. J'entendais à la maison des artistes locaux tels que le percussionniste Rafael Cortijo, le chanteur Ismael Rivera ou El Gran Combo, tous trois précurseurs de la salsa portoricaine. Mon père écoutait aussi la chanteuse mexicaine Toña la Negra et des Cubains tels que l'Orquesta Aragón ou le chanteur Vicentico Valdés. En outre ma sœur, qui faisait des études de lettres, m'a permis de découvrir des disques brésiliens et haïtiens et la *nueva trova*, genre de chansons engagées latino-américaines de la fin des années soixante. Mon frère, percussionniste amateur, possédait une batterie et j'ai moi-même débuté sur cet instrument et à la conga. J'affectionnais en outre des percussionnistes cubains tels que Mongo Santamaria, Patato Valdés, Los Papines et El Niño et des groupes plus jazzy tels qu'Irakere. Je me souviens notamment de la composition *Misa Negra*, de leur pianiste Chucho Valdés.

■ **I. L.:** Comment êtes-vous passé de la musique «latine» au jazz?

D. S.: C'est encore ma sœur qui m'a fait apprécier le jazz, avec des disques comme *Basic Miles* de Miles Davis ou *Lady in Satin* de Billie Holiday. A l'âge de douze ans, je me suis mis au saxophone ténor. J'ai étudié la technique classique puis je me suis inscrit à



© Michael McLaughlin/Sony Music, 1995

l'École libre de musique, à San Juan, d'où sont sortis certains de nos meilleurs musiciens. J'ai ensuite analysé le style des grands saxophonistes de jazz: Ben Webster, John Coltrane, Dexter Gordon et surtout Sonny Rollins, auquel je voue une admiration particulière.

■ **I. L.:** Bien que vous soyez reconnu comme un jazzman, vous n'avez jamais cessé d'affectionner les rythmes latins.

D. S.: Effectivement. Je joue volontiers ce que l'on appelle aujourd'hui le «Latin jazz». Ce genre hybride est né aux États-Unis à la fin des années quarante avec des musiciens, tels Dizzy Gillespie, Charlie Parker, Mario Bauzá et Chano Pozo, qui ont compris dès le début que le jazz et les musiques afro-latines découlent des mêmes sources et qu'ils pouvaient ainsi parfaitement s'accorder. Certains critiques se posent parfois la question de savoir si le jazz perdurera. Je suis persuadé que c'est

le Latin jazz qui constituera l'avenir de cette musique. A une époque où le jazz revient souvent à une certaine forme de classicisme, le Latin jazz a, lui, engendré des formes d'expression inédites. Sa popularité ne cesse de croître et nous, les jazzmen latino-américains, sommes en plein essor.

■ **I. L.:** On constate actuellement, en Amérique latine et dans les Caraïbes, un double mouvement: le premier de retour aux racines, le second de fusion entre les différents genres musicaux.

D. S.: Toute l'Amérique latine, et Porto Rico en particulier, est pluriculturelle, et ce depuis les débuts de son histoire. C'est de ce pluralisme que nous tirons notre inspiration, c'est lui qui façonne notre personnalité. Si plus de peuples comprenaient l'enrichissement qu'apporte la cohabitation avec d'autres groupes ethniques, il y aurait moins de conflits !

■ **I. L.:** Le flûtiste cubain Alberto Socarrás racontait que, quand il s'était établi à Harlem en 1929, ses collègues américains refusaient de croire qu'une personne ayant l'accent espagnol puisse jouer leur musique aussi bien qu'eux. Est-il toujours difficile, pour un instrumentiste portoricain, d'être pleinement accepté dans le milieu du jazz américain?

D. S.: Cela engendre parfois quelques tensions, mais le bonheur de créer de la musique l'emporte généralement sur les différences raciales, linguistiques ou culturelles. Et dans toute forme d'art, l'ouverture du cœur est, bien sûr, primordiale.

■ **I. L.:** Comment composez-vous?

D. S.: En général, j'établis d'abord le rythme et la mélodie. Selon moi, ces deux éléments sont les plus importants.

Plutôt que la structure, je crée des motifs ou des mélodies qui entraînent alors la forme. Dans *Street Scenes*, mon dernier disque, j'ai surtout cherché à restituer les diverses atmosphères de métropoles telles que Paris ou New York. La rue, les scènes du quotidien ont été mes sources d'inspiration. Mes compositions, sauf *Four in One*, de Thelonious Monk, m'ont aussi été suggérées par mon orchestre. Parfois c'est la manière d'interpréter de mes musiciens qui me fournit des idées et après un concert, il m'arrive de m'asseoir et de transcrire en musique les impressions que j'ai éprouvées. ■

DISCOGRAPHIE

- THE DEPARTURE
COLUMBIA 476507 2
- SKETCHES OF DREAM
COLUMBIA 67021
- STREET SCENES
COLUMBIA 485137 2

NATASCHA BATIĆ, diplômée de l'Académie de diplomatie de Vienne, est une journaliste autrichienne versée dans les relations internationales.

SAYEEDA RAHMAN, spécialiste du programme à l'Unesco, dirige la coordination entre l'Organisation et les institutions de microfinancement, notamment la Banque Grameen.

JOSÉ GARSON, de France, est conseiller technique en microfinance du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il est également professeur au Collège européen de Bruges (Belgique).

MARÍA OTERO, des Etats-Unis, est vice-présidente de l'association ACCION International. Elle a codirigé la publication de *The New World of Microenterprise Finance* (La micro-entreprise, Une nouvelle dimension de la finance, 1994) et est l'auteur de plusieurs études et articles sur le sujet.

ROBERT PECK CHRISTEN, économiste américain, dirige le Programme de formation à la microfinance de l'Economic Institute des Etats-Unis. Il est notamment l'auteur d'un guide à l'intention des organisations non gouvernementales: *Financial management of Microcredit Programs: A Guide for NGOs* (La gestion financière des programmes de microcrédit, 1990).

MUHAMMAD YUNUS, du Bangladesh, ancien professeur d'économie à l'université de Chittagong, dirige la Banque Grameen qu'il a fondée en 1983. Auteur de très nombreuses publications sur l'aide au développement, il a reçu en 1996 le prix Simón Bolívar décerné par l'Unesco.

MARGUERITE S. ROBINSON, anthropologue américaine, enseigne actuellement à l'Institut Harvard pour le développement international (HIID). Elle est l'auteur de nombreux écrits sur le développement économique, dont *The Microfinance Revolution: Sustainable Finance for the Poor* (La révolution microfinancière, Vers une autonomie financière pour les pauvres, à paraître).

KIMANTHI MUTUA, du Kenya, est directeur général du Programme d'entreprise rurale pour le Kenya (K-REP). Il a publié de nombreux articles sur les questions de microfinancement.

RUPERT SCOFIELD, économiste américain, dirige la Fondation internationale pour l'assistance communautaire (FINCA) dont il a été l'un des créateurs en 1984.

MARIA NOWAK, économiste française, est la fondatrice et la présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE). Elle travaille pour la Banque mondiale en montant des projets de lutte contre la pauvreté en Europe de l'Est. Elle a notamment publié *La banquière de l'espoir* (Albin Michel, Paris, 1994).

EDOUARD BAILBY, de France, ancien grand reporter à l'hebdomadaire *L'Express* et attaché de presse à l'Unesco, est l'auteur de guides sur Cuba et la Hongrie parus aux éditions Arthaud (Paris).

FRANCE BEQUETTE, journaliste franco-américaine, est spécialisée dans l'environnement.

ISABELLE LEYMARIE, musicologue franco-américaine, est l'auteur de *Du tango au reggae, Musiques noires d'Amérique latine et des Caraïbes* (Flammarion, Paris, 1996) et *Musiques caraïbes* (Actes Sud, Arles, 1996).

LE COURRIER DE L'UNESCO À EXPOLANGUES 1997

LE COURRIER DE L'UNESCO et ses 29 éditions linguistiques participeront du 29 janvier au 2 février 1997 à la Grande Halle de la Villette à Paris au Salon international des langues vivantes, des cultures et des voyages, EXPOLANGUES 1997. Le public y découvrira les méthodes d'apprentissage des langues (de la plus traditionnelle au CD-Rom) et les possibilités de séjours linguistiques. Egalement au programme de cette manifestation, des conférences et un Festival international des cultures et des musiques du monde, véritable initiation au pluralisme culturel enraciné dans la diversité des langues. Le Canada sera le pays invité d'honneur à cette 15^e édition d'EXPOLANGUES.

Pour plus d'informations, s'adresser à
 REED-OIP, 11 rue du Colonel Pierre Avia, Boîte postale 571
 75726 Paris Cedex 15 France
 Téléphone: (33) 01 41 90 47 47
 Télécopie: (33) 01 41 90 47 00

Rejoignez l'UNESCO sur Internet

en vous connectant au serveur
gopher.unesco.org

ou

<http://www.unesco.org>

Vous y trouverez le sommaire des 22 derniers numéros du *Courrier de l'UNESCO*, les communiqués de presse, adresses, numéros de télécopie, télex et messagerie électronique des bureaux régionaux, commissions nationales et Clubs de l'UNESCO, un répertoire des bases de données et des services d'information de l'UNESCO, des images en couleur du jardin japonais et d'autres vues du bâtiment du siège de l'Organisation, ainsi que des reproductions des œuvres d'art qu'il abrite, comme la «Silhouette au repos» du sculpteur britannique Henry Moore.

Pour joindre directement

LE COURRIER DE L'UNESCO

et nous faire part de vos suggestions et de vos commentaires, tapez:

courrier.unesco@unesco.org

— Enseignement
des langues

— Méthodes

— Multimédia

Salon international
des langues vivantes,
des cultures et
des voyages.

expolangues

— Traduction

— Echanges
culturels

— Edition

— Voyage

29 janvier
2 février 97

Grande Halle
de la Villette
Paris



Invité d'honneur  Le Canada

Pour recevoir un dossier d'inscription
exposant, renvoyez ce coupon à :

Reed OIP

11, rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris - France

Tel. : (33) 01 41 90 47 60

Fax : (33) 01 41 90 47 69

Nom

Prénom

Société

Adresse

Téléphone

Activité

Courrier de l'Unesco

[C'est à la Villette!](#) [à la Grande Halle!](#)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO AURA
POUR THÈME :

À QUOI SERT LA RADIO?



L'INVITÉ DU MOIS:

ALAIN DE LIBERA



PATRIMOINE:

**MONTICELLO (ÉTATS-
UNIS): LA MAISON
D'UN PRÉSIDENT**



ENVIRONNEMENT:

**LA TERRE SOUS L'ŒIL
DES SATELLITES**